

199

Mémorial

du



Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 7 mars 1931.

N° 12.

Samstag, 7. März 1931.

Arrêté grand-ducal du 27 février 1931, portant règlement d'exécution de la loi du 16 juin 1930 sur le Crédit foncier de l'Etat.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. :

Vu les lois des 21 février 1856, 28 décembre 1858, 14 décembre 1887, 27 mars 1900 et 16 juin 1930 :

Notre Conseil d'Etat entendu :

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Section I. — Dispositions communes à la Caisse d'épargne et au Crédit foncier.

Chapitre I. — Du Conseil d'administration.

Art. 1^{er}. Le conseil d'administration se réunit, sur la convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de l'établissement l'exige. Il sera également réuni à la demande de deux de ses membres ou à celle du Gouvernement.

Art. 2. Le président fixe l'ordre du jour pour les délibérations du conseil et dirige celles-ci.

Sauf le cas d'urgence, le délai entre la convocation et la réunion du conseil sera au moins d'un jour franc.

Art. 3. Le mode de convocation et celui de procéder dans les délibérations seront déterminés par le conseil d'administration. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante, sans préjudice de la disposition de l'art. 5 alinéa 1 de la loi organique.

Großherzoglicher Beschluß vom 27. Februar 1931, betreffend das Ausführungsreglement zum Gesetz vom 16. Juni 1930 über die Staatliche Grundkredit-Anstalt.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht der Gesetze vom 21. Februar 1856, 28. Dezember 1858, 14. Dezember 1887, 27. März 1900 und 16. Juni 1930;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Finanzen und nach Beratung der Regierung im Ratheil.

Haben beschlossen und beschließen :

Abschnitt I. — Gemeinsame Bestimmungen für die Sparkasse und die Grundkredit-Anstalt.

Kapitel I. — Der Verwaltungsrat

Art. 1. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung seines Präsidenten zusammen, sooft das Interesse der Anstalt es erfordert. Er wird ebenfalls auf Antrag zweier seiner Mitglieder oder der Regierung zusammenberufen.

Art. 2. Der Präsident bestimmt die Tagesordnung und leitet die Beratungen.

Außer in Dringlichkeitsfällen beträgt die Frist zwischen Einberufung und Sitzung einen vollen Tag.

Art. 3. Der Verwaltungsrat bestimmt die Art der Einberufung, sowie das Verfahren bei den Beratungen. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten, vorbehaltlich der Bestimmung des Art. 5, Abschnitt 1, des organischen Gesetzes.

Art. 4. Les membres du conseil d'administration devront s'abstenir de prendre part à une délibération sur une affaire dans laquelle, soit eux-mêmes, soit un de leurs parents ou alliés jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement, se trouveraient intéressés.

Art. 5. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, dressés par les soins du président : ils sont signés par tous les membres présents ainsi que par le commissaire de surveillance, lorsqu'il a assisté à la séance.

Lorsqu'un membre exige l'inscription au procès-verbal de la séance, de son opinion de minorité, ou lorsque le commissaire de surveillance exige que mention y soit faite des observations par lui présentées, le président peut leur demander de lui remettre au plus tard le surlendemain de la séance, le libellé des mentions à inscrire au procès-verbal : faute par eux de ce faire, il pourra être passé outre.

Art. 6. Les procès-verbaux des séances d'une année sont réunis dans l'ordre chronologique de façon à former registre.

Les copies et les extraits des délibérations sont certifiés conformes par le directeur ou par celui qui le remplace dans ses fonctions de président du conseil d'administration.

Art. 7. Les délibérations du conseil d'administration seront, dans la huitaine, transmises en copie au Gouvernement par la direction.

Art. 8. Les administrateurs ainsi que le commissaire de surveillance sont tenus de garder le secret des délibérations.

Art. 9. Les administrateurs, à l'exception des membres de la direction, toucheront chacun à partir du 1^{er} janvier 1931 une indemnité fixe annuelle de 1.200 fr. ainsi que des jetons de présence de 100 fr. pour assistance aux réunions du conseil, sans que toutefois l'allocation totale pour jetons de présence puisse dépasser 6.000 fr. par an et par membre.

Chapitre II. — De la Direction.

Art. 10. Le directeur est chargé de la direction des bureaux et du personnel. Il pourvoit à l'organisation des services et règle la répartition du travail et les attributions des employés. Il pourra élaborer des règlements de service qui sont soumis

Art. 4. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen sich enthalten bei Beratungen über eine Angelegenheit, in der sie selbst oder einer ihrer Verwandten und Verschwägerten bis zum Grade von Geschwister-entel einschließlich beteiligt sind.

Art. 5. Ueber die Beratungen des Verwaltungsrates wird vom Präsidenten Protokoll geführt, das von allen anwesenden Mitgliedern, sowie vom Aufsichtskommissar, falls er der Sitzung beigewohnt hat, unterschrieben wird.

Beantragt ein Mitglied die Eintragung seiner Minderheitsmeinung in das Sitzungsprotokoll, oder wünscht der Aufsichtskommissar die Eintragung der von ihm vorgebrachten Bemerkungen, so kann der Präsident verlangen, daß ihm spätestens am zweiten Tage nach der Sitzung der Wortlaut der vorzunehmenden Eintragungen ausgehändigt werde, widrigenfalls er darüber hinweggehen darf.

Art. 6. Die Sitzungsprotokolle eines Jahres werden chronologisch in Registerform geheftet.

Die Abschriften und Auszüge der Sitzungsprotokolle werden vom Präsidenten oder von dem, der ihn als Präsident des Verwaltungsrates vertritt, als gleichlautend bescheinigt.

Art. 7. Eine Abschrift der Beschlüsse des Verwaltungsrates wird der Regierung innerhalb acht Tagen von der Direktion übermittelt.

Art. 8. Die Administratoren, sowie der Aufsichtskommissar sind gehalten das Geheimnis über die Beratungen zu wahren.

Art. 9. Mit Ausnahme der Direktionsmitglieder beziehen die Administratoren vom 1. Januar 1931 ab eine feste jährliche Entschädigung von 1200 Franken, außerdem Präsenzgelber für Beteiligung an den Sitzungen in Höhe von 100 Franken, ohne daß jedoch der Gesamtbetrag der Präsenzgelber 6000 Franken pro Jahr und pro Mitglied übersteigen darf.

Kapitel II. — Die Direktion.

Art. 10. Der Direktor ist mit der Leitung der Büros und des Personals betraut. Er organisiert die verschiedenen Dienstzweige, ordnet die Arbeitsverteilung an und bestimmt die Befugnisse der einzelnen Beamten. Er kann Dienstreglemente ausarbeiten,

à l'agrément du conseil d'administration et à l'approbation du Gouvernement.

Art. 11. Pour les nominations et l'avancement du personnel ainsi que pour la nomination des membres du conseil d'administration, le directeur sera entendu en son avis.

Art. 12. Le directeur a la surveillance générale de la comptabilité et de la caisse ainsi que de la conservation des titres. Il veille notamment à ce que le contrôle des opérations et la vérification de la caisse et du portefeuille soient faits régulièrement. Il peut procéder lui-même à des vérifications aussi souvent qu'il le juge utile et constate ses vérifications par un visa sur les livres.

Art. 13. Les membres de la direction peuvent, chacun pour les services mis dans ses attributions, consentir seuls une main-levée d'hypothèque en suite de paiement pour solde; en ce qui concerne les mainlevées sur paiement partiel ou sans paiement, ils devront spécialement y être autorisés par le conseil d'administration.

Le conservateur des hypothèques opérera les radiations totales ou partielles des inscriptions hypothécaires prises en faveur de l'établissement sur simple réquisition des membres de la direction, sans que ceux-ci aient à justifier de l'autorisation du conseil ou du paiement effectué.

Art. 14. Lorsque le conseil sera appelé à s'occuper de la gestion de la direction ou de réclamations qui la concernent, aucun membre de la direction ne pourra assister à la réunion. Le conseil délibère sur ces questions, lorsqu'il en est saisi par le Gouvernement. Celui-ci ne pourra faire convoquer le conseil pour une question de cette nature, qu'après avoir entendu en ses explications écrites le membre de la direction en cause.

Chapitre III. — De la surveillance du Gouvernement.

Art. 15. Le Gouvernement exerce la haute surveillance de l'établissement en se faisant communiquer directement toutes les décisions prises par le conseil d'administration.

Il désigne, en outre, pour le contrôle des opérations, un commissaire de surveillance et peut faire

die jedoch der Zustimmung des Verwaltungsrates und der Genehmigung der Regierung unterliegen.

Art. 11. Die Ernennung und Beförderung des Personals, wie auch die Ernennung der Mitglieder des Verwaltungsrates erfolgen nach vorher eingeholtem Gutachten des Direktors.

Art. 12. Dem Direktor obliegt die allgemeine Ueberwachung der Buchführung und der Kasse, sowie der Aufbewahrung der Wertpapiere. Er hat besonders darauf zu achten, daß die Kontrolle der Operationen und die Ueberprüfung des Kassen- und Wertpapierbestandes regelmäßig erfolgen. Er kann selbst Revisionen vornehmen, sooft er es für angezeigt erachtet, und befmindet diese Revisionen durch ein Visa in den Büchern.

Art. 13. Die Mitglieder der Direktion sind berechtigt allein, ein jeder für die ihm zugetheilten Dienstzweige, die infolge gänzlicher Rückzahlung eines Darlehens vorzunehmenden Hypotheken-Lösungen zu bewilligen; für die auf eine Teilzahlung oder ohne jede Zahlung zu gewährenden Lösungen bedürfen sie einer speziellen Ermächtigung des Verwaltungsrates.

Der Hypothekenbewahrer nimmt die gänzliche oder teilweise Lösung der zu Gunsten der Anstalt eingetragenen Hypothekar-Einschreibungen, auf einfaches Ersuchen der Direktionsmitglieder hin vor, ohne daß dieselben den Nachweis einer diesbezüglichen Ermächtigung des Verwaltungsrates oder einer erfolgten Zahlung zu erbringen hätten.

Art. 14. Zu den Fällen wo der Verwaltungsrat über die Geschäftsführung der Direktion oder über Beschwerden gegen dieselbe zu befinden hat, darf kein Mitglied der Direktion der Sitzung beiwohnen. Der Verwaltungsrat kann über solche Fragen nur dann beraten, nachdem er von der Regierung damit beauftragt ist. Diese ihrerseits kann erst nach Anhörung des betreffenden Direktionsmitgliedes in seinen schriftlichen Erklärungen den Verwaltungsrat damit befragen.

Kapitel III. — Die Aufsicht der Regierung.

Art. 15. Die Regierung übt die Oberaufsicht über die Anstalt aus, indem sie sich sämtliche Beschlüsse des Verwaltungsrates unmittelbar mitteilen läßt.

Zwecks Kontrolle der Operationen ernennt sie außerdem einen Aufichtskommissar; desgleichen

procéder à des inspections extraordinaires par un commissaire spécial.

Art. 16. Le commissaire de surveillance est nommé par le Directeur général des finances pour un terme de trois ans au plus. Son mandat peut être renouvelé.

L'indemnité du commissaire de surveillance est fixée par le Gouvernement. Cette indemnité est supportée par parts égales par les différents services réunis à l'établissement.

Art. 17. Le commissaire de surveillance sera convoqué à toutes les réunions du conseil d'administration. Il a le droit de prendre part, avec voix consultative, à toutes les délibérations, à l'exception de celles où lui ou sa fonction sont intéressés. Il peut exiger que les observations qu'il juge convenable de présenter, soient insérées dans le procès-verbal de la séance; dans ce cas, il fera rapport par écrit, dans les cinq jours de la délibération, au Directeur général des finances, afin de mettre celui-ci en mesure de prendre sa décision en connaissance de cause.

Le commissaire de surveillance est tenu d'observer la discrétion administrative et le secret des délibérations.

Art. 18. La surveillance du commissaire s'étend à tous les services réunis dans l'établissement.

Il contrôle, aussi souvent qu'il le juge utile, mais sans les déplacer, les livres, comptes et autres documents de l'établissement.

Il procédera, aussi souvent qu'il le juge convenir, à des vérifications totales ou partielles des valeurs et titres conservés dans l'établissement.

Il fera, aussi souvent qu'il le juge utile, mais au moins une fois par trimestre, une révision des caisses de l'établissement.

Il constatera ses vérifications dans les livres et écritures auxquels elles se rapportent.

Pour le surplus, les attributions, les droits et les devoirs du commissaire de surveillance feront l'objet d'un règlement à édicter par le Directeur général des finances.

Art. 19. En cas de vacance du poste ou d'empêchement du titulaire, le Gouvernement désignera un commissaire spécial pour remplacer le commissaire de surveillance dans les opérations pour lesquelles sa présence est exigée par les lois ou règlements.

kann sie auch durch einen Spezialkommissar außer-gewöhnliche Revisionen vornehmen lassen.

Art. 16. Der Aufsichtskommissar wird vom Generaldirektor der Finanzen für einen Zeitraum von höchstens drei Jahren ernannt. Sein Mandat kann erneuert werden.

Die Entschädigung des Aufsichtskommissars wird von der Regierung festgesetzt. Sie wird zu gleichen Teilen von den verschiedenen Dienstzweigen getragen, die in der Anstalt vereinigt sind.

Art. 17. Der Aufsichtskommissar wird zu allen Sitzungen des Verwaltungsrates eingeladen. Er hat das Recht, mit beratender Stimme, sämtlichen Verhandlungen beizuwohnen, mit Ausnahme derjenigen, die ihn selbst oder sein Amt betreffen. Er kann verlangen, daß die Bemerkungen, die er als nützlich erachtet vorzubringen, in das Sitzungsprotokoll eingetragen werden; in diesem Falle erstattet er innerhalb der fünf auf die Sitzung folgenden Tage schriftlich Bericht darüber an den Generaldirektor der Finanzen, um diesem es zu ermöglichen in voller Sachkenntnis seinen Entschluß zu treffen.

Der Aufsichtskommissar ist zur Beobachtung der administrativen Verschwiegenheit und des Beratungsgeheimnisses gehalten.

Art. 18. Die Aufsicht des Kommissars erstreckt sich auf sämtliche Abteilungen der Anstalt.

Er kontrolliert, jedoch an Ort und Stelle, die Bücher, Rechnungen und sonstige Dokumente der Anstalt sooft er es für nützlich hält.

Desgleichen nimmt er, sooft er es nötig findet, ganze oder teilweise Revisionen der in der Anstalt aufbewahrten Wertpapiere vor.

Eine Revision der Kassen der Anstalt nimmt er ebenfalls vor, sooft er es für nützlich hält, mindestens jedoch einmal pro Trimester.

Die vorgenommenen Revisionen vermerkt er in den betreffenden Büchern und Schriftstücken.

Im übrigen bilden die Befugnisse, Rechte und Pflichten des Aufsichtskommissars Gegenstand eines vom General-Direktor der Finanzen zu erlassenden Reglementes.

Art. 19. Ist der Posten unbesezt oder der Titular verhindert, so bezeichnet die Regierung einen Spezialkommissar, um den Aufsichtskommissar bei den Operationen zu vertreten, wo seine Anwesenheit durch Gesetz oder Reglement vorgeschrieben ist.

Chapitre IV. — *De l'organisation des bureaux.*

Art. 20. Le personnel de l'établissement comprend :

- 5 chefs de service (groupe Xb) ;
- 3 chefs comptables, 5 chefs de bureau (groupe IX) ;
- 1 caissier principal (groupe VII) ;
- 9 sous-chefs de bureau et 2 aides-caissiers (groupe VI) ;
- des commis (groupe Va), expéditionnaires (groupe III) et garçons de bureau en nombre suffisant pour les besoins du service.

Le caissier principal pourra, après 12 années de bons et loyaux services, ranger dans le groupe IX.

Les candidats pour le poste de commis doivent être porteur du diplôme de maturité ou de capacité, délivré par un de nos établissements d'enseignement moyen.

Les postes de secrétaire et de secrétaire-adjoint sont supprimés.

Art. 21. Le contrôle des opérations sera exercé par deux inspecteurs qui rangeront dans le groupe XIIb.

Les candidats pour le poste d'inspecteur doivent être porteur du diplôme de maturité ou de capacité et justifier, en outre, d'avoir suivi avec succès, pendant deux années au moins, les cours d'un établissement de hautes études commerciales.

Art. 22. Sur la proposition de la direction, le Gouvernement pourra nommer en dehors du personnel prévu par les cadres ci-dessus, des personnes ayant des connaissances spéciales en matière d'hypothèques, de procédure judiciaire, d'actuariat ou de mécanique ; ces personnes auront le caractère de fonctionnaires et auront droit à la pension. Quant aux traitements ces personnes seront rangées, par assimilation, dans l'un ou dans un des groupes de I à XV du tableau A annexé à la loi du 29 juillet 1913.

Art. 23. Si les besoins du service l'exigent, le directeur pourra, en outre, engager des employés temporaires pour un terme ne dépassant pas un mois. Des engagements d'une durée plus longue seront soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Art. 24. Avant d'entrer en fonctions, le personnel des bureaux prêtera entre les mains du directeur

Kapitel IV. Einrichtung der Büros

Art. 20. Das Personal der Anstalt begreift :

- 5 Dienstchefs (Gruppe Xb) ;
- 3 Hauptbuchhalter und 5 Bürochefs (Gruppe IX) ;
- 1 Hauptkassierer (Gruppe VII),
- 9 Unterbürochefs und 2 Hilfskassierer (Gruppe VI),

Kommiss (Gruppe Va), Kanzlisten (Gruppe III) und Saalbediener in genügender Anzahl, soweit der Dienst es erfordert.

Der Hauptkassierer kann nach 12 Jahren guter und treuer Dienste in seinem Amte, in Gruppe IX steigen.

Die Kandidaten für den Posten von Kommiss müssen das von einer unserer mittleren Lehranstalten ausgestellte Reife- oder Fähigkeitszeugnis besitzen.

Die Posten von Sekretär und Hilfssekretär sind abgeschafft.

Art. 21. Die Kontrolle der Operationen wird von zwei Inspektoren vorgenommen, die in Gruppe XIIb eingereiht werden.

Die Kandidaten für den Posten eines Inspektors müssen das Reife- oder Fähigkeitszeugnis besitzen und außerdem nachweisen, daß sie mit Erfolg, während wenigstens zwei Jahren, die Kurse einer Handelshochschule besucht haben.

Art. 22. Auf Vorschlag der Direktion kann die Regierung außer den durch obige Cadres vorgesehenen Beamten, Personen ernennen, die Spezialkenntnisse in Hypothekensachen, Prozedurfragen, Aktuarwissen-schaft oder Mechanik haben; diese Personen erhalten Beamtencharakter und Recht auf Pension. Inbezug auf ihre Gehälter werden diese Angestellten durch Assimilation in die eine oder die andere der vom Gesetz vom 29. Juli 1913 vorgesehenen Gruppen I bis XV eingereiht.

Art. 23. Sofern es die Bedürfnisse des Dienstes erfordern, darf der Direktor außerdem Aushilfs-Personal für die Dauer von höchstens einem Monat einstellen. Jede über diesen Termin hinausgehende Anstellung unterliegt der Genehmigung des Verwaltungsrates.

Art. 24. Vor Amtsantritt leistet das Büro-Personal zu Händen des Direktors den durch Art. 2 des Gesetzes

le serment prévu par l'art. 2 de la loi du 8 mai 1872 sur les droits et les devoirs des fonctionnaires.

Art. 25. Les attributions des employés, leurs droits et leurs devoirs seront déterminés par des règlements de service.

Chapitre V. — *Dispositions diverses.*

Art. 26. Le payement des traitements qui restent à charge de l'établissement, des indemnités et de toutes les dépenses concernant le service de l'établissement s'effectue par les soins du préposé de la trésorerie, sur les ordres et les indications du directeur.

L'état détaillé de ces dépenses avec les pièces justificatives sera joint au bilan à l'appui du compte *Frais généraux*.

Art. 27. Les différents services de l'établissement jouissent de la franchise de port pour les correspondances de service et les envois de fonds, conformément aux dispositions existantes au sujet de la franchise de port.

Section II. — *Dispositions spéciales au Crédit foncier.*

Chapitre I. — *Des conditions générales des prêts.*

Art. 28. Le minimum d'un prêt hypothécaire est fixé à 3.000 fr.

Art. 29. La demande de prêt, dont le modèle, arrêté par la direction, est fourni par l'établissement, est signée par l'emprunteur ou par son mandataire spécial.

L'emprunteur est tenu de fournir tous les renseignements et de produire toutes les pièces que le directeur du Crédit foncier jugera utiles pour l'instruction du prêt sollicité; les pièces produites par l'emprunteur resteront déposées dans les archives du Crédit foncier jusqu'au remboursement intégral du prêt, à moins que le conseil d'administration n'en décide autrement.

Art. 30. La présentation d'une demande de prêt au Crédit foncier vaut pouvoir et délégation à la direction de cet établissement de se faire délivrer au nom du demandeur d'emprunt, soit dans les bureaux de l'administration de l'enregistrement, soit dans les études des notaires, soit dans tous autres bureaux, des extraits, copies, expéditions etc. de

vom 8. Mai 1872 über die Rechte und Pflichten der Beamten vorgeschriebenen Eid.

Art. 25. Die Befugnisse der Beamten, ihre Rechte und Pflichten werden durch Dienstreglemente festgelegt.

Kapitel V. — *Verchiedene Bestimmungen.*

Art. 26. Die Auszahlung der zu Lasten der Anstalt bleibenden Gehälter, der Entschädigungen und aller den Dienst der Anstalt betreffenden Ausgaben geschieht durch den Vorsteher des Schatzamtes auf Anweisung und im Auftrag des Direktors.

Eine detaillierte Aufstellung dieser Ausgaben mit den Belegen wird dem Generalunkosten-Konto der Jahresbilanz beigelegt.

Art. 27. Samtliche Dienstzweige der Anstalt haben Portofreiheit für ihre dienstliche Korrespondenz und die Ueberweisung von Geldern, gemäß den hierfür geltenden Bestimmungen.

Abchnitt II. — *Spezialbestimmungen für die Grundkredit-Anstalt.*

Kapitel I. — *Allgemeine Darlehensbedingungen.*

Art. 28. Der Mindestbetrag eines Darlehens ist auf 3000 Franken festgesetzt.

Art. 29. Das Darlehensgesuch, zu dem ein von der Verwaltung geliefertes Formular benutzt wird, dessen Aufstellung die Direktion bestimmt, wird von dem Darlehenssucher oder dessen Spezial-Bevollmächtigten unterzeichnet.

Der Darlehenssucher ist verpflichtet alle Auskünfte zu geben und alle Schriftstücke beizubringen, die der Direktor der Grundkredit-Anstalt zur Bearbeitung des nachgesuchten Darlehens als nötig erachtet; die vom Darlehensnehmer beigebrachten Papiere bleiben bis zur gänzlichen Rückzahlung im Archiv der Grundkredit-Anstalt hinterlegt, sofern nicht der Verwaltungsrat anders bestimmt.

Art. 30. Das Einreichen eines Darlehensgesuches bei der Grundkredit-Anstalt gilt für die Direktion als Vollmacht und Auftrag sich im Namen des Gesuchstellers in den Büros der Einregistrierungsverwaltung, in den Amtsstuben der Notare und in allen andern Büros, Auszüge, Abschriften, Ausfertigungen usw. von allen Akten und Rechnungen aus-

tous les actes et comptes quelconques dans lesquels l'emprunteur est intéressé, soit comme partie intéressée, soit comme héritier ou ayant droit, soit comme tiers détenteur.

Art. 31. Il appartient au conseil d'administration de refuser les prêts sollicités par des personnes demeurant à l'étranger; il pourra également refuser les prêts dont le produit serait destiné à être utilisé à l'étranger.

Art. 32. Le refus d'admission du prêt est porté à la connaissance du demandeur d'emprunt; celui-ci n'est pas en droit d'exiger la communication des motifs du refus.

Malgré l'admission du prêt prononcée en principe par le conseil d'administration sur la base des garanties réelles et morales offertes par le demandeur, la direction refusera la réception de l'acte de prêt lorsqu'il résulte de l'instruction que le titre de propriété n'est pas en règle ou lorsque l'emprunteur n'est pas en mesure ou néglige de produire les pièces jugées indispensables.

Art. 33. Pour couvrir les frais d'instruction des demandes de prêt ainsi que les frais d'émission et de placement des obligations foncières et communales, il sera opéré, lors de la réalisation des prêts, une retenue sur le montant nominal de ceux-ci.

Le montant de cette retenue ou commission sera fixé par le conseil d'administration. Il pourra être différent pour les diverses catégories d'emprunteurs ou varier avec le montant des prêts.

Art. 34. Lorsqu'une demande de prêt est rejetée par le conseil d'administration ou n'aboutit pas par suite d'irrégularités dans le titre de propriété, le demandeur est tenu de rembourser au Crédit foncier les frais exposés pour l'instruction de la demande. En cas de retrait volontaire de la demande, avant la réception de l'acte de prêt, le demandeur aura à payer pour frais, outre le remboursement des déboursés de l'établissement, une somme forfaitaire égale au montant de ces déboursés.

Art. 35. Si, après la réception du contrat de prêt un demandeur néglige ou refuse de toucher le bon de caisse dans le délai stipulé, le Crédit foncier sera autorisé à en déposer le montant, déduction faite

stellen zu lassen, in denen der Darlehnsnehmer als beteiligte Partei, als Erbe oder Rechtsnachfolger oder als Drittbefitzer interessiert ist.

Art. 31. Dem Verwaltungsrat steht es frei, die von im Auslande wohnenden Personen beantragten Darlehen abzulehnen; desgleichen kann er auch Darlehen verweigern deren Betrag bestimmt ist im Auslande verwandt zu werden.

Art. 32. Die Ablehnung des Darlehnsgesuches wird dem Gesuchsteller zur Kenntnis gebracht; derselbe hat kein Recht auf Mittheilung der Ablehnungsgründe. Trotz der bereits, auf Grund der vom Gesuchsteller gebotenen realen und moralischen Sicherheiten durch den Verwaltungsrat erfolgten prinzipiellen Bewilligung des Darlehens, kann die Aufnahme des Anleihevertrages dennoch von der Direction verweigert werden, falls die weitere Prüfung des Gesuches Unregelmäßigkeiten in den Eigentumstiteln ergibt oder falls der Darlehnsnehmer es unterläßt, oder es ihm unmöglich ist, die als unumgänglich notwendig erachteten Schriftstücke beizubringen.

Art. 33. Zur Deckung der Instruktionkosten der Darlehen, sowie der Ausgabe- und Platzierungskosten der Pfandbriefe und Kommunalobligationen, wird bei Auszahlung der Darlehen von deren Nominalbetrag eine Abschlußprovision erhoben.

Der Betrag dieses Abzuges oder dieser Kommission wird vom Verwaltungsrat festgesetzt; er kann für die einzelnen Kategorien von Darlehnsnehmern verschieden sein oder auch nach der Höhe des Darlehnsbetrages gestaffelt werden.

Art. 34. Wird ein Darlehnsgesuch vom Verwaltungsrat verworfen oder wegen Unregelmäßigkeiten im Eigentumstitel abgelehnt, so ist der Antragsteller verpflichtet, der Grundkredit-Anstalt die für die Instruktion gemachten Barauslagen zurückzuerstatten. Bei freiwilliger, vor Aufnahme des Anleihevertrages erfolgter Zurückziehung des Gesuches hingegen, muß der Antragsteller, außer den gemachten Barauslagen, noch einen weiteren Pauschalbetrag für Ankosten in gleicher Höhe entrichten.

Art. 35. Weigert sich nach Aufnahme des Kontraktes ein Darlehnsnehmer oder unterläßt er es den Betrag der Kassenanweisung in der festgesetzten Frist in Empfang zu nehmen, so ist die Grundkredit-

des retenues et commissions à prélever, à la caisse des dépôts et consignations, et ce aux frais, risques et périls de l'emprunteur.

Ainsi même que la consignation du montant du prêt n'aurait pas été faite, le demandeur ne pourra se libérer qu'en subissant les retenues réglementaires et en payant la commission de remboursement. Cependant le conseil d'administration pourra, pour des motifs spéciaux à apprécier par lui, accorder une réduction du montant des retenues et commissions de remboursement, lorsque la renonciation de l'emprunteur n'est que partielle.

Art. 36. En cas d'émission d'obligations au-dessous du pair, le Crédit foncier aura la faculté de récupérer sur les emprunteurs la perte d'agio correspondant au montant de leurs prêts. Le conseil d'administration décide si le remboursement de cette perte s'effectuera au moyen d'une retenue extraordinaire à prélever lors de la réalisation du prêt, ou au moyen d'une annuité supplémentaire à payer pendant les cinq premières années du prêt. Il pourra également combiner ces deux systèmes.

Si le prêt avec annuité supplémentaire est remboursé avant l'expiration des cinq premières années, le remboursement devra comprendre les annuités supplémentaires non encore échues.

Art. 37. Les annuités, les intérêts et en général toutes les sommes dues au Crédit foncier sont payables aux échéances fixées par le contrat, au bureau central de l'établissement. Toutefois la direction peut autoriser les bureaux auxiliaires de la Caisse d'épargne à accepter les annuités dues par les emprunteurs demeurant hors de la ville de Luxembourg.

Art. 38. Pour le calcul des intérêts et des annuités l'année est comptée à 360 jours et le mois à 30 jours.

Conformément à l'art. 14 de la loi du 16 juin 1930, tout semestre d'annuité ou d'intérêt non payé à échéance portera intérêt de plein droit et sans mise en demeure au profit du Crédit foncier sur le pied d'un taux d'intérêt supérieur de 1% au taux du prêt.

Il en est de même des frais de poursuite, des primes d'assurance et de toutes autres avances faites par le Crédit foncier à décharge d'un emprun-

teur. L'Anstalt est autorisée, à ces fins, à prélever, à la caisse des dépôts et consignations, et ce aux frais, risques et périls de l'emprunteur, les retenues et commissions réglementaires et la commission de remboursement.

S'il n'est pas été fait, le demandeur ne pourra se libérer qu'en subissant les retenues réglementaires et en payant la commission de remboursement. Cependant le conseil d'administration pourra, pour des motifs spéciaux à apprécier par lui, accorder une réduction du montant des retenues et commissions de remboursement, lorsque la renonciation de l'emprunteur n'est que partielle.

Art. 36. Bei Ausgabe von Obligationen unter 111 darf die Grundkredit-Anstalt das entstandene Disagio von den Darlehnsnehmern im Verhältnis zu ihrem Darlehnsbetrag wieder einholen. Der Verwaltungsrat beschließt, ob diese Rückvergütung des Disagios durch einen außergewöhnlichen Abzug bei der Auszahlung des Darlehens oder durch eine Supplementar-Annullität während der fünf ersten Jahre des Darlehens zu erfolgen hat. Er kann auch beide Arten kombinieren.

Wird ein solches Darlehen mit Supplementar-Annullität vor Ablauf der fünf ersten Jahre zurückgezahlt, so muß die Zahlung auch die noch nicht erfolgten Supplementar-Annullitäten einbegreifen.

Art. 37. Die Annuitäten, Zinsen und überhaupt alle der Grundkreditanstalt geschuldeten Summen sind an den vertraglich festgesetzten Terminen im Zentralamt der Anstalt zu entrichten. Die Direktion kann jedoch die Nebenbüros der Sparkasse anweisen die Annuitäten der außerhalb der Stadt Luxemburg wohnenden Darlehnsnehmern entgegenzunehmen.

Art. 38. Zur Berechnung der Zinsen und Annuitäten wird das Jahr zu 360 Tagen und der Monat zu 30 Tagen angenommen.

Gemäß Art. 14 des Gesetzes vom 16. Juni 1930 tragen die bei Verfall nicht gezahlten halbjährlichen Annuitäten und Zinsen von Rechts wegen und ohne Inverzugsetzung Zinsen zu Gunsten der Grundkredit-Anstalt, und zwar zu einem Zinssatz, der um ein Prozent höher ist als jener des Darlehens.

Dasselbe trifft zu für die Beitreibungskosten, die Feuerversicherungsprämien und für alle andern von der Anstalt zu Entlast eines Darlehnsnehmers

teur ou pour le recouvrement de sa créance, et ce, à partir du jour où l'avance a été faite.

Art. 39. Des délais de paiement de six mois peuvent être accordés par la direction aux débiteurs qui sont en retard de se libérer; les délais de paiement dépassant six mois ne seront accordés qu'avec l'assentiment du conseil d'administration, sans préjudice des intérêts de retard.

Art. 40. Les emprunteurs ne peuvent faire un remboursement anticipé total ou partiel qu'après un préavis de trois mois. Le contrat de prêt pourra même stipuler qu'aucun remboursement anticipé ne pourra être fait pendant les cinq premières années du prêt.

Dans des cas spéciaux le conseil d'administration pourra dispenser de l'observation du préavis et autoriser le remboursement nonobstant toute stipulation contraire.

Un remboursement anticipé partiel ne pourra pas être inférieur à mille francs.

Art. 41. A l'exception des remboursements pour solde faits pendant la dernière année précédant l'extinction normale du prêt, tous les remboursements anticipés totaux ou partiels donnent lieu à la perception d'une commission de remboursement dont le montant est fixé par le conseil d'administration.

Ne donnent cependant pas lieu à la commission de remboursement les remboursements anticipés provenant de sinistres ainsi que ceux d'avances temporaires de fonds de construction.

Art. 42. Les remboursements anticipés partiels restent sans influence sur le montant des annuités et n'ont donc d'autre effet que d'abrégier le temps fixé pour la libération de l'emprunteur; la direction pourra cependant pour des motifs spéciaux, accorder une réduction proportionnelle du montant de l'annuité en maintenant la durée du prêt.

Art. 43. Nonobstant les termes de remboursement accordés aux emprunteurs, et indépendamment des cas prévus par la loi, le Crédit foncier a la faculté d'exiger encore dans les cas suivants le remboursement immédiat du prêt, en principal et accessoires, et sans préjudice de la commission de remboursement, à savoir :

1° si le débiteur est en retard de paiement de deux semestres d'annuités ou d'intérêts;

oder zur Beilegung ihrer Forderung vorgestreckten Auslagen, und zwar vom Tage des Vorschusses ab.

Art. 39. Die Direktion kann den Schuldnern, die mit der Zahlung in Verzug sind, Aufschub bis zu sechs Monaten gewähren; ein Zahlungsaufschub von mehr als sechs Monaten wird nur mit Zustimmung des Verwaltungsrates gewährt, unbeschadet der Verzugszinsen.

Art. 40. Vorzeitige Total- oder Teilrückzahlungen seitens der Darlehensnehmer können erst nach dreimonatiger Kündigung erfolgen. Im Kreditsvertrag darf sogar bestimmt werden, daß während der fünf ersten Jahre des Darlehens keinerlei vorzeitige Rückzahlung erfolgen kann.

In speziellen Fällen ist jedoch der Verwaltungsrat befugt von der Beobachtung der Kündigungsfrist zu entbinden und auch die Rückzahlung trotz gegenständlicher Vereinbarung zuzulassen.

Eine vorzeitige Teilrückzahlung muß wenigstens tausend Franken betragen.

Art. 41. Mit Ausnahme der Restrückzahlungen, die im letzten Jahre der normalen Laufzeit des Darlehens erfolgen, wird bei allen vorzeitigen Total- und Teilrückzahlungen eine Rückzahlungskommission erhoben, deren Betrag vom Verwaltungsrat festgesetzt wird.

Die Rückzahlungen infolge Brandschaden, sowie diejenigen der kurzfristigen Baugeldes sind jedoch kommissionsfrei.

Art. 42. Die Teil Vorauszahlungen bleiben ohne Einfluß auf die Höhe der Annuitäten und verkürzen lediglich die Dauer des Darlehens; die Direktion kann jedoch aus besondern Gründen eine entsprechende Ermäßigung der Annuität gewähren, unter Beibehaltung der vorgesehenen Darlehensdauer.

Art. 43. Ungeachtet der den Darlehensnehmern eingeräumten Rückzahlungsfristen und unbeschadet der durch das Gesetz vorgesehenen Fälle, steht es der Grundkredit-Anstalt frei, noch in folgenden Fällen die sofortige Rückzahlung des Darlehens an Haupt- und Nebensummen zu verlangen, vorbehaltlich der Rückzahlungskommission:

1. wenn der Schuldner mit der Zahlung von zwei halbjährlichen Annuitäten oder Zinsterminen im Rückstand ist;

2° s'il tombe en état de faillite ou de déconfiture, ou si ses biens meubles ou immeubles font l'objet d'une saisie quelconque ;

3° lorsque par le fait de l'emprunteur, par sa faute ou sa négligence, ou lorsque en suite d'une détérioration ou dégradation éprouvées par l'immeuble, les sûretés données par le contrat ont été diminuées au point que la somme encore redue à l'établissement dépasse la moitié, respectivement les deux tiers (art. 24 de la loi organique) de la valeur restante du gage hypothécaire ;

4° si l'emprunteur a négligé de déclarer, soit l'existence de droits d'usufruit, d'habitation, de réméré, soit d'autres charges ou circonstances de nature à compromettre les intérêts du Crédit foncier ;

5° en cas d'établissement d'un privilège au profit d'architectes, d'entrepreneurs et d'ouvriers chargés de faire aux immeubles des constructions ou des réparations ;

6° en cas de dissimulation des causes d'hypothèque légale, de résolution ou de rescision qui peuvent grever lesdits biens ;

7° si le débiteur quitte le pays sans esprit de retour ;

8° en cas d'aliénation, de licitation, partage, donation ou échange de tout ou partie des immeubles donnés en garantie, à moins d'entente préalable avec le Crédit foncier ;

9° si les bâtiments hypothéqués ne sont pas dûment assurés contre les risques d'incendie.

Dans tous les cas ci-dessus les prêts deviennent exigibles de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sans préjudice du droit de commission dû en vertu de l'art. 17 de la loi organique.

Art. 44. Il appartient au conseil d'administration de fixer pour les contrats de prêt encore d'autres conditions que celles prévues par la loi organique et par le présent règlement.

Chapitre II. — Des prêts hypothécaires aux particuliers.

Art. 45. Indépendamment de l'évaluation contenue dans la demande de prêt, le Crédit foncier pourra faire procéder, par un ou plusieurs experts, à son choix, à l'estimation des biens offerts en garantie.

2. wenn er in Konkurs oder Vermögensverfall gerät, oder seine Mobilien- oder Immobiliengegenstände irgend einer Beschlagnahme bilden ;

3. wenn durch irgendwelche Handlung, das Verschulden oder die Nachlässigkeit des Darlehensnehmers, oder infolge einer Verschlechterung oder einer Beschädigung der Immobilien, die vertraglich gewährten Sicherheiten derart vermindert sind, daß die der Anstalt noch geschuldete Summe die Hälfte, bezw. zwei Drittel (Art. 24 des organischen Gesetzes) des noch verbleibenden Wertes des hypothekarischen Pfandes übersteigt ;

4. wenn der Darlehensnehmer es unterlassen hat, das Vorhandensein von Nutznießungs-, Wohnungs- oder Rückkaufsrechten oder anderer Lasten oder Umstände, die geeignet sind, die Interessen der Grundkredit-Anstalt zu gefährden, zur Anzeige zu bringen ;

5. wenn ein Privileg zu Gunsten von Architekten, Unternehmern und Arbeitern, die mit der Ausführung von Bauten oder Ausbesserungen beauftragt sind, bestellt wird ;

6. wenn das Bestehen von gesetzlichen Hypotheken, Auflösungs- oder Wiederaufhebungsrechten, welche die besagten Güter etwa belasten, verheimlicht wird ;

7. wenn der Schuldner das Land, ohne die Absicht zurückzukehren, verläßt ;

8. wenn ohne vorheriges Einvernehmen mit der Grundkredit-Anstalt die zur Sicherheit bestellten Immobilien ganz oder teilweise veräußert, liquidiert, geteilt, verschenkt oder verkauft werden ;

9. wenn die zur Hypothek gestellten Gebäude nicht hinreichend gegen Feuergefahr versichert sind.

In all diesen Fällen werden die Darlehen von Rechts wegen und ohne vorausgehende Inverzugsetzung beizutreiben, unbeschadet der gemäß Art. 17 des organischen Gesetzes geschuldeten Rückzahlungskommission.

Art. 44. Es steht dem Verwaltungsrat frei in den Darlehenskontrakten noch andere als die durch das organische Gesetz und durch gegenwärtiges Reglement vorgesehenen Bedingungen aufzustellen.

Kapitel II. — Hypothekendarlehen an Privatpersonen.

Art. 45. Unabhängig von der im Darlehensgesuch enthaltenen Abschätzung kann die Grundkredit-Anstalt durch einen oder mehrere Sachverständige ihrer Wahl, die zur Hypothek angebotenen Immobilien abschätzen lassen.

Art. 46. L'estimation des biens offerts en garantie a lieu sur la base de leur revenu, de leur nature, de leur situation et des prix de vente obtenus dans les cinq dernières années pour des biens limitrophes de même nature et de situation analogue.

Art. 47. Le demandeur d'emprunt n'est pas en droit de réclamer la remise, ni même la communication du procès-verbal d'estimation.

Art. 48. L'emprunteur devra jouir des biens hypothéqués en bon père de famille, faire toutes les réparations nécessaires à la conservation et à l'entretien des immeubles ; il lui est interdit de rien faire qui puisse altérer ou diminuer la valeur du gage.

Le Crédit foncier a le droit à tout moment de faire constater, aux frais de l'emprunteur, l'état des immeubles qui ont été donnés en hypothèque.

Art. 49. Lorsque l'emprunteur est en retard de payer les primes de l'assurance-incendie prescrite par l'art. 25 de la loi du 16 juin 1930, le Crédit foncier pourra les acquitter lui-même et en ajouter l'import au montant de l'annuité, à moins qu'il ne préfère en exiger le remboursement immédiatement.

Si l'emprunteur néglige de renouveler son assurance-incendie ou l'a fait cesser, le Crédit foncier aura le droit de faire assurer lui-même les bâtiments hypothéqués aux frais de celui-ci.

Art. 50. Si les circonstances le rendent nécessaire, le conseil d'administration pourra exiger que l'emprunteur consente, à titre de garantie supplémentaire, une cession du loyer des immeubles hypothéqués ou une cession de la portion saisissable, de son salaire ou traitement.

Art. 51. L'emprunteur est tenu de dénoncer au Crédit foncier, dans le délai d'un mois, les aliénations totales ou partielles qu'il peut avoir faites. Si l'aliénation a été volontaire, la commission de remboursement sera due sur le montant dont le remboursement sera exigé par le conseil d'administration.

L'emprunteur doit également dénoncer au Crédit foncier dans le délai d'un mois les sinistres et autres détériorations que l'immeuble hypothéqué peut

Art. 46. Die Abschätzung der zur Sicherheit angebotenen Immobilien geschieht auf Grund ihres Ertrages, ihrer Natur, ihrer Lage und der Verkaufspreise, die während der fünf letzten Jahre für benachbarte Güter derselben Art und ähnlicher Lage erzielt wurden.

Art. 47. Der Darlehenssucher ist nicht berechtigt die Ausständigung, nicht einmal die Mitteilung des Abschätzungsprotokolls zu verlangen.

Art. 48. Der Darlehensnehmer muß die zur Hypothek gestellten Immobilien als sorgfamer Familienvater verwalten und alle zur Erhaltung und zum Unterhalt derselben notwendigen Reparaturen vornehmen lassen; es ist ihm untersagt irgend etwas zu tun, was den Wert des Pfandes beeinträchtigen oder vermindern könnte.

Die Grundkredit-Anstalt hat das Recht, jederzeit auf Kosten des Darlehensnehmers, den Zustand der zur Hypothek gestellten Immobilien feststellen zu lassen.

Art. 49. Ist der Darlehensnehmer mit der Zahlung der Prämie für die durch Art. 25 des Gesetzes vom 16. Juni 1930 vorgeschriebene Feuerversicherung im Rückstand, so kann die Grundkredit-Anstalt selbst die Zahlung leisten und deren Betrag zur Annuität hinzurechnen, falls sie nicht vorzieht sofort dessen Rückerstattung zu fordern.

Unterläßt es der Darlehensnehmer seine Feuerversicherung zu erneuern, oder kündigt er dieselbe, so kann die Grundkredit-Anstalt selbst, auf seine Kosten, die zur Hypothek gestellten Gebäude versichern lassen.

Art. 50. Wenn die Umstände es erfordern, kann der Verwaltungsrat vom Darlehensnehmer als Supplementar-Garantie eine Abtretung des Mietpreises der zur Hypothek gestellten Immobilien oder eine Cession des pfändbaren Teiles seines Lohnes oder Gehaltes verlangen.

Art. 51. Der Schuldner ist verpflichtet, der Grundkredit-Anstalt innerhalb eines Monats Mitteilung zu machen über alle von ihm getätigten gänzlichen oder teilweisen Veräußerungen. Geschieht die Veräußerung freiwillig, so ist die Rückzahlungskommission von dem Betrage zu entrichten, dessen Rückzahlung vom Verwaltungsrat verlangt wird.

Der Darlehensnehmer muß der Grundkredit-Anstalt, ebenfalls innerhalb eines Monats, alle Brandschäden und sonstigen Verschlechterungen anzeigen, welche das

avoir subis, ainsi que tous les faits qui sont de nature à en diminuer la valeur.

Le tout sans préjudice du droit du Crédit foncier d'exiger le remboursement intégral du prêt conformément aux dispositions de l'art. 43 ci-dessus.

Art. 52. Le Crédit foncier peut accorder des avances de fonds de construction pour une durée de trois ans au maximum, sous les conditions et dans les limites de l'art. 23 de la loi organique du 16 juin 1930. Le conseil d'administration en fixera le taux d'intérêt.

A l'appui d'une pareille demande, l'emprunteur produira les plans et devis des constructions qu'il se propose d'ériger ou qu'il est en train d'élever. Il indiquera en outre dans sa demande s'il remboursera l'avance avant l'expiration des trois années ou s'il a l'intention de la convertir en prêt à long terme dès l'achèvement de la construction.

Art. 53. Il est loisible aux emprunteurs de contracter au profit du Crédit foncier, jusqu'à concurrence de 300.000 fr., une assurance-vie auprès de la caisse d'assurance de la Caisse d'épargne, pour garantir le paiement de tout ou partie des annuités qui resteraient à valoir au moment de leur décès. Lorsque le montant du prêt dépasse 33% de la valeur des immeubles offerts en garantie, le conseil d'administration pourra subordonner l'octroi du prêt à la conclusion d'une assurance dont il détermine le montant.

Art. 54. Le chiffre maximum du capital assuré ne peut pas dépasser le capital prêté, y compris la prime unique nécessaire pour assurer à la fois le chiffre du capital et celui de la prime.

Art. 55. L'assurance sera établie de façon que les années d'assurance concordent avec l'échéance des annuités. Lorsque, pour des motifs d'organisation interne, la prise en cours de l'amortissement des prêts est reportée à une date postérieure, l'assurance sera reportée à la même date et le risque compris entre le moment de la réalisation du prêt et de la prise en cours de l'amortissement sera couvert par une assurance à court terme.

Art. 56. En cas de remboursement anticipé total, la police d'assurance sera résiliée et l'em-

prunteur avec la hypothèque affectant les immeubles concernés, les mêmes faits qui sont de nature à en diminuer la valeur.

Dies alles unbeschadet des Rechtes der Grundkredit-Anstalt, die gänzliche Rückzahlung des Darlehens zu verlangen in Gemäßheit des vorhergehenden Artikels 43.

Art. 52. Unter den Bedingungen und in den Grenzen des Art. 23 des organischen Gesetzes vom 16. Juni 1930 kann die Grundkredit-Anstalt Baugelder für eine Höchstdauer von drei Jahren vorstrecken. Der Verwaltungsrat setzt den diesbezüglichen Zinsfuß fest.

Derartigen Gesuchen sind vom Bittsteller die Pläne und Kostenanschläge der Bauwerke, die er beabsichtigt oder im Begriffe ist zu errichten, als Beleg beizufügen. Außerdem hat er in seinem Antrage Angaben darüber zu machen, ob er den Vorschuß vor Ablauf der drei Jahre zurückzahlt oder ob es in seiner Absicht liegt denselben nach Fertigstellung des Baues in ein langfristiges Darlehen umzuwandeln.

Art. 53. Die Darlehensnehmer können bis zum Betrage von 300.000 Franken eine Lebensversicherung zu Gunsten der Grundkredit-Anstalt bei der Versicherungskasse der Spartasse abschließen, um auf diese Weise die ganze oder teilweise Zahlung der etwa bei ihrem Ableben noch geschuldeten Annuitäten zu gewährleisten. Wenn der Betrag des Darlehens 33 Prozent des Wertes der zur Sicherheit angebotenen Immobilien übersteigt, so ist der Verwaltungsrat berechtigt, die Gewährung des Darlehens vom Abschluß einer Lebensversicherung, deren Höhe er selbst bestimmt, abhängig zu machen.

Art. 54. Der Höchstbetrag der Versicherung darf den Betrag des Darlehens, zuzüglich der einmaligen Prämie, die erfordert ist um Kapital und Prämie zu versichern, nicht übersteigen.

Art. 55. Die Versicherung wird so abgeschlossen, daß die Versicherungsjahre mit den Verfalltagen der Annuitäten zusammenfallen. Muß, aus Gründen innerer Organisation, der Beginn der Amortisation auf ein späteres Datum verschoben werden, so wird auch die Versicherung auf dasselbe Datum verlegt und das zwischen der Auszahlung des Darlehens und dem Beginn der Amortisation liegende Risiko durch eine kurzfristige Versicherung gedeckt.

Art. 56. Bei gänzlicher Voraus-Rückzahlung wird der Versicherungsvertrag aufgelöst und der Darlehens-

prunteur n'aura droit qu'au remboursement de la valeur de rachat.

En cas de remboursement anticipé partiel, l'assurance sera maintenue intégralement et l'emprunteur ne sera pas en droit de réclamer la valeur de rachat correspondant au montant du prêt remboursé anticipativement.

Chapitre III. — *Des prêts communaux.*

Art. 57. Les demandes de prêts présentées par les communes doivent être appuyées d'une délibération du conseil communal, approuvée par l'autorité compétente.

Art. 58. Les sûretés à fournir par les communes seront à examiner au vu des budgets et autres documents administratifs.

Lorsque les communes et associations y assimilées ont obtenu du Crédit foncier un prêt sans garantie hypothécaire, elles sont obligées d'informer dans le mois le Crédit foncier de tout emprunt qu'elles contracteraient dans la suite auprès d'un autre bailleur de fonds. Dans ce cas, le Crédit foncier pourra exiger une garantie hypothécaire pour les prêts antérieurs par lui consentis. Lorsqu'elles consentent une garantie hypothécaire à un prêteur subséquent, elles sont obligées d'en informer le Crédit foncier et de lui offrir au préalable pour les prêts par lui consentis antérieurement, une garantie hypothécaire jugée suffisante.

Faute par les communes et les associations et établissements y assimilés d'observer les prescriptions de l'alinéa qui précède, le Crédit foncier est en droit d'exiger, sans mise en demeure, le remboursement immédiat des prêts par lui consentis.

Chapitre IV. — *De la dotation de l'Etat.*

Art. 59. La dotation de l'Etat a pour but de fournir au Crédit foncier un fonds de roulement qui servira en même temps de garantie supplémentaire aux porteurs des obligations foncières et communales.

Art. 60. La dotation n'est productive d'intérêts au profit de l'Etat que dans la mesure dans laquelle le résultat de l'exercice, après le prélèvement de la réserve obligatoire, le permet. L'intérêt ne pourra pas dépasser 5%. Les excédents et les insuffisances

nehmer hat nur Recht auf die Auszahlung des Rückkaufswertes.

Bei teilweiser Voraus-Rückzahlung wird die Versicherung ganz beibehalten und der Darlehnsnehmer hat kein Recht den der zum voraus gemachten Rückzahlung entsprechenden Rückkaufswert zu beanspruchen.

Kapitel III. — *Kommunaldarlehen.*

Art. 57. Den Darlehnsgesuchen, die von den Gemeinden eingereicht werden, muß ein von der zuständigen Behörde genehmigter Gemeinderatsbeschluß beiliegen.

Art. 58. Die Prüfung der durch die Gemeinden zu stellenden Sicherheiten geschieht unter Berücksichtigung der Budgets und anderer Verwaltungsdokumente.

Die Gemeinden und die ihnen gleichgestellten Vereinigungen, die von der Grundkredit-Anstalt ein Darlehen ohne hypothekarische Sicherheit erhalten haben, sind verpflichtet binnen Monatsfrist die Grundkredit-Anstalt von jeder Anleihe, die sie bei einem andern Geldgeber aufnehmen, in Kenntnis zu setzen. In diesem Falle kann die Grundkredit-Anstalt eine hypothekarische Sicherheit für die von ihr früher gewährten Darlehen verlangen. Wenn sie einem späteren Geldgeber eine hypothekarische Sicherheit bewilligen sind sie verpflichtet, dies der Grundkredit-Anstalt anzuzeigen und ihr zuvörderst eine als hinreichend befundene hypothekarische Sicherheit für die von ihr vorher gewährten Darlehen anzubieten.

Falls die Gemeinden und die ihnen gleichgestellten Vereinigungen und Anstalten die Vorschriften des vorhergehenden Abschnitts nicht befolgen, ist die Grundkredit-Anstalt berechtigt, ohne Inverzugsetzung, die sofortige Rückzahlung der von ihr gewährten Darlehen zu verlangen.

Kapitel IV. — *Staatliche Dotation.*

Art. 59. Die staatliche Dotation ist dazu bestimmt, der Grundkredit-Anstalt einen Betriebsfonds zu stellen, der gleichzeitig den Inhabern der Pfandbriefe und Kommunalobligationen als Supplementargarantie dient.

Art. 60. Die Dotation trägt Zinsen zu Gunsten des Staates, sofern das Ergebnis des Rechnungsjahres, nach Abzug der obligatorischen Reserven, dies erlaubt. Der Zinsfuß darf 5% nicht übersteigen. Der Ueberschuß oder der Ausfall eines Rechnungsjahres darf

d'un exercice ne peuvent pas être reportés à un exercice suivant.

Chapitre V. — *Des obligations foncières et communales.*

Art. 61. Les obligations foncières et les obligations communales émises par le Crédit foncier jouissent de la garantie de l'Etat.

Elles auront les mêmes avantages que les titres de l'Etat et peuvent servir au placement des fonds des incapables, des communes et des établissements publics ainsi qu'à la constitution des cautionnements des fonctionnaires et entrepreneurs.

Art. 62. Les obligations seront au porteur. Elles seront munies de coupons d'intérêt semestriels qui se prescrivent après cinq ans à dater du jour de leur échéance.

La cotation des obligations pourra être demandée à une ou plusieurs bourses.

Art. 63. L'émission d'obligations foncières et d'obligations communales ne pourra dépasser le montant des prêts consentis pour chacune des deux catégories par le conseil d'administration.

Avant de procéder à une émission, le Crédit foncier pourra accepter temporairement des dépôts qui seront remboursés en titres de la prochaine émission.

Lorsque le capital réalisé par une émission de titres dépasse le montant des prêts réalisés, l'excédent sera placé en compte-courant à la Caisse d'épargne jusqu'à son emploi définitif.

Art. 64. Le retrait des obligations se fait par tirages au sort. Le plan d'amortissement d'après lequel les tirages s'opèrent, pourra être arrêté d'avance et figurer sur les titres. Dans tous les cas il ne constitue qu'un minimum qui n'empêche pas l'établissement de renforcer les tirages en cas de besoin.

Art. 65. Si l'établissement procède au rachat de titres, ces rachats ne remplaceront pas les tirages, mais les titres rachetés participent aux tirages.

Art. 66. Les tirages se font sous la surveillance de la direction. Le commissaire de surveillance y assistera et signera également le procès-verbal qui sera dressé de ces opérations.

nicht auf ein folgendes Rechnungsjahr übertragen werden.

Kapitel V. — *Pfandbriefe und Kommunalobligationen.*

Art. 61. Die von der Grundkredit-Anstalt ausgegebenen Pfandbriefe und Kommunalobligationen sind vom Staate garantiert.

Sie genießen dieselben Vergünstigungen wie die Staatspapiere und dürfen zur Anlegung von Mündelgeldern, von Geldern der Gemeinden und öffentlichen Anstalten, sowie zur Kautionstellung der Beamten und Unternehmer verwandt werden.

Art. 62. Die Schuldverschreibungen lauten auf den Inhaber. Sie sind mit halbjährlichen Zinscheinen versehen, die fünf Jahre nach ihrem Verfalltage verjähren.

Die Kursnotierung der Obligationen kann an einer oder mehreren Börsen nachgesucht werden.

Art. 63. Die Ausgabe von Pfandbriefen und Kommunalobligationen darf den Betrag der vom Verwaltungsrat für jede der beiden Kategorien bewilligten Darlehen nicht übersteigen.

Bevor die Grundkredit-Anstalt zu einer Ausgabe schreitet, kann sie zeitweilig Depósitos annehmen, die in Schuldverschreibungen der nächsten Emission zurückgezahlt werden.

Übersteigt das durch eine Emission eingebrachte Kapital den Betrag der ausgezahlten Darlehen, so wird dieser Ueberschuß bis zu seiner definitiven Verwendung auf Kontokorrent bei der Sparkasse angelegt.

Art. 64. Die Tilgung der Obligationen erfolgt auf Grund von Auslosungen. Der diesbezügliche Ziehungsplan nach dem die Auslosungen vorgenommen werden, kann zum voraus festgestellt und auf den Schuldbriefen vermerkt werden. Das angegebene Tilgungs-Quantum stellt jedoch in allen Fällen nur ein Minimum dar, sobald es der Anstalt unbenommen bleibt, dasselbe nöthigenfalls zu erhöhen.

Art. 65. Der Rückkauf von Schuldverschreibungen seitens der Anstalt ersetzt die Auslosungen nicht, sondern die zurückgekauften Titel nehmen an den Ziehungen teil.

Art. 66. Die Ziehungen geschehen unter Aufsicht der Direktion und in Gegenwart des Aufsichtskommissars, der das Protokoll über diese Operationen ebenfalls unterzeichnet.

Le double du procès-verbal sera transmis au Gouvernement.

La liste des numéros sortis aux tirages sera affichée au bureau central à Luxembourg ainsi qu'à tous les bureaux auxiliaires de la Caisse d'épargne et publiée au *Mémorial*.

Art. 67. Les obligations désignées par le sort sont remboursées le jour indiqué par la publication. A compter de ce jour elles cessent de plein droit de produire des intérêts.

Art. 68. Le paiement des coupons échus ainsi que le remboursement des obligations sorties aux tirages, se font sans frais à la caisse du Crédit foncier et à tous les bureaux et agences de la Caisse d'épargne. Le conseil d'administration pourra en outre désigner aux mêmes fins une ou plusieurs maisons de banque.

Art. 69. Les obligations qui sont présentées au remboursement doivent être munies de tous les coupons à échéance postérieure au jour fixé pour le remboursement, sinon le montant des coupons manquants sera déduit du capital de l'obligation, à moins que le conseil d'administration n'en décide autrement pour motifs d'équité.

Art. 70. Les obligations remboursées sont immédiatement frappées d'un timbre d'annulation ou perforées.

Elles sont détruites en présence d'un membre de la direction et du commissaire de surveillance qui signeront le procès-verbal qui sera dressé de cette opération.

Chapitre VI. — *Certificats nominatifs.*

Art. 71. Les porteurs d'obligations foncières ou communales pourront mettre leurs titres en dépôt ou en gérance auprès du Crédit foncier contre remise d'un certificat nominatif. Le modèle de ce document et les énonciations qu'il doit contenir seront déterminés par le conseil d'administration.

Art. 72. Le paiement des intérêts échus pourra se faire valablement entre les mains du porteur du certificat nominatif.

Art. 73. Les sommes capitales venues à échéance ou appelées au remboursement seront versées entre les mains du titulaire du certificat nominatif ou entre celles d'un fondé de pouvoir spécial.

Si le titulaire est un mineur ou un interdit, les-

Ein Duplikat des Protokolls wird der Regierung übermittelt.

Die Liste der ausgelosten Nummern wird im Zentralamte zu Luxemburg, sowie in allen Nebenämtern der Sparrasse durch Anschlag bekannt gegeben und im „Memorial“ veröffentlicht.

Art. 67. Die ausgelosten Obligationen werden an dem durch die Veröffentlichung bestimmten Termin zurückbezahlt. Von diesem Tage ab hören sie von Rechts wegen auf Zinsen zu tragen.

Art. 68. Die Zahlung der erfallenen Zinscheine wie auch die Rückzahlung der ausgelosten Obligationen erfolgen kostenlos an der Kasse der Grundkredit-Anstalt und bei allen Nebenämtern der Sparrasse. Der Verwaltungsrat kann außerdem eine oder mehrere Banken hiermit beauftragen.

Art. 69. Die zwecks Rückzahlung eingereichten Wertpapiere müssen mit allen nach dem zur Einlösung bestimmten Tage fälligen Zinscheinen versehen sein, widrigenfalls der Betrag der fehlenden Kupons vom Kapital der Schuldverschreibung in Abzug gebracht wird, es sei denn, daß der Verwaltungsrat aus Billigkeitsgründen anders verfüge.

Art. 70. Die zurückgezahlten Obligationen werden sofort mit einem Annulierungstempel versehen oder durchlocht.

Sie werden zerstört in Gegenwart eines Direktionsmitgliedes und des Aufsichtskommissars, welche das hierüber auszufertigende Protokoll unterzeichnen.

Kapitel V. — *Nominativbescheinigungen.*

Art. 71. Die Inhaber von Pfandbriefen und Kommunalobligationen können dieselben gegen Nominativbescheinigung bei der Grundkredit-Anstalt hinterlegen oder in Verwahrung geben. Das Formular dieser Bescheinigung und die Angaben, die sie enthalten muß, werden vom Verwaltungsrate bestimmt.

Art. 72. Die erfallenen Zinsen können rechtsgültig zu Händen des Inhabers der Nominativbescheinigung ausbezahlt werden.

Art. 73. Der Kapitalbetrag der erfallenen oder zur Rückzahlung aufgerufenen Obligationen wird zu Händen des Titulars der Nominativbescheinigung oder seines Spezialbevollmächtigten ausbezahlt.

Ist der Titular minderjährig oder entmündigt, so

dites sommes capitales seront d'office placées sur un livret d'épargne conditionnel, tant que le tuteur n'aura pas fait remploi.

Art. 74. Le Crédit foncier, autorisé à ces fins par une déclaration écrite du titulaire, pourra se charger de l'encaissement des coupons d'intérêts et des sommes capitales venues à échéance ou appelées au remboursement, aux conditions à fixer par le conseil d'administration.

Art. 75. En cas de perte d'un certificat nominatif, l'ayant droit doit immédiatement adresser au Directeur du Crédit foncier une déclaration de perte qui vaut opposition.

Cette déclaration est affichée dans le bureau central et dans les bureaux auxiliaires de la Caisse d'épargne avec invitation au porteur de présenter le certificat nominatif dans un délai de quinze jours. Si cette invitation demeure sans effet, le directeur du Crédit foncier prononce l'annulation du certificat nominatif et il en sera délivré un nouveau à l'ayant droit.

Art. 76. La restitution des obligations données en dépôt ou en gérance se fera au titulaire du certificat nominatif ou à son fondé de pouvoir spécial, contre remise dudit certificat.

Art. 77. Les transferts de certificats nominatifs seront opérés sur déclaration faite par le titulaire ou par son fondé de pouvoir spécial.

Art. 78. En cas de décès du titulaire, le Crédit foncier sera valablement libéré, en restituant, contre remise du certificat nominatif, les titres donnés en dépôt ou en gérance, à la personne désignée à ces fins par le decujus.

Dans le cas où le decujus n'a désigné personne pour recevoir après son décès la restitution des titres donnés en dépôt ou en gérance, cette restitution pourra se faire valablement au conjoint ou à l'un des héritiers légaux ou testamentaires. Néanmoins, en cas de soupçon de fraude ou en cas d'opposition de la part d'un des héritiers, il est sursis à toute restitution jusqu'à ce que le porteur du certificat nominatif ait rapporté, soit la justification de ses droits exclusifs, soit le consentement des autres ayants droit.

werden die Kapitalbeträge, von Amts wegen, auf ein gesperrtes Sparbuch gesetzt, bis zu deren Neuanlegung durch den Vormund.

Art. 74. Die Grundkredit-Anstalt kann, durch eine schriftliche Erklärung des Titulars dazu ermächtigt und zu den Bedingungen die vom Verwaltungsrate aufzustellen sind, die Einlösung der Zinsscheine, so wie der erfällenen oder zur Rückzahlung aufgerufenen Kapitalbeträge übernehmen.

Art. 75. Bei Verlust der Nominativbescheinigungen hat der Berechtigte sofort bei der Direktion der Grundkredit-Anstalt eine Verlusterklärung einzureichen, die als Opposition gilt.

Diese Erklärung wird im Zentralamte und in den Nebenämtern der Sparkasse angeschlagen, mit der Aufforderung an den Inhaber der Nominativbescheinigung dieselbe innerhalb vierzehn Tagen vorzulegen. Bleibt diese Aufforderung ohne Erfolg, so erklärt der Direktor der Grundkredit-Anstalt die Nominativbescheinigung für null und nichtig und dem Berechtigten wird eine neue Bescheinigung ausgestellt.

Art. 76. Die hinterlegten oder in Verwahrung gegebenen Obligationen werden dem Titular oder seinem Spezialbevollmächtigten gegen Rückgabe der diesbezüglichen Nominativbescheinigung zurückerstattet.

Art. 77. Die Uebertragung von Nominativbescheinigungen wird auf Anweisung des Titulars oder seines Spezialbevollmächtigten vorgenommen.

Art. 78. Bei Ableben des Titulars ist die Grundkredit-Anstalt rechtsgültig von ihren Verbindlichkeiten befreit, wenn sie der vom Verstorbenen hierzu bezeichneten Person, gegen Rückgabe der Nominativbescheinigung, die hinterlegten oder in Verwahrung gegebenen Wertpapiere aushändigt.

Hat der Verstorbene niemanden bezeichnet, um nach seinem Ableben die hinterlegten oder in Verwahrung gegebenen Wertpapiere in Empfangzunehmen, so kann die Rückgabe rechtsgültig an den überlebenden Ehegatten oder an einen der gesetzlichen oder testamentarischen Erben erfolgen. Liegt jedoch der Verdacht eines Betruges vor, oder hat einer der Miterben Einspruch erhoben, so wird die Rückgabe aufgeschoben bis der Inhaber der Nominativbescheinigung den Nachweis seines ausschließlichen Rechtes oder die Einwilligung der andern Miterberechtigten beigebracht hat.

Art. 79. Les oppositions à la restitution des titres déposés contre certificat nominatif se feront par lettre recommandée à la poste.

Art. 80. Il sera loisible au directeur du Crédit foncier d'exiger la production de toutes pièces utiles et de prescrire toutes autres mesures qu'il jugera convenir dans l'intérêt de l'établissement ou des déposants.

Dispositions diverses.

Art. 81. Sont abrogés les arrêtés des 19 novembre 1900, portant règlement pour l'exécution de la loi du 27 mars 1900, 30 novembre 1923 sur les cadres du personnel de la Recette générale, 22 mars 1920 et 1^{er} septembre 1925 sur les cadres du personnel de la Caisse d'épargne et du Crédit foncier, 23 décembre 1927 sur l'indemnité des administrateurs, 3 juillet 1926 sur l'émission des obligations du Crédit foncier, 28 juin 1930 relatives provisoirement différentes mesures d'exécution de la loi du 16 juin 1930 sur le Crédit foncier, ainsi que toutes les dispositions contraires au présent règlement.

Art. 82. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 27 février 1931.

Le Directeur général des finances,
P. Dupong.

Charlotte.

Art. 79. Der Einspruch gegen die Aushändigung der gegen Nominativbescheinigung hinterlegten Wertpapiere geschieht durch eingeschriebenen Brief.

Art. 80. Es ist dem Direktor der Grundkredit-Anstalt anheimgestellt, die Beibringung aller zweckdienlichen Schriftstücke zu verlangen und alle Maßnahmen anzuordnen, die er im Interesse der Anstalt oder der Hinterleger als angezeigt erachtet.

Verschiedene Bestimmungen.

Art. 81. Die Beschlüsse vom 19. November 1900, enthaltend die Ausführungsbestimmungen des Gesetzes vom 27. März 1900, vom 30. November 1923 über die Kadres der Beamten der General-Einnahme, vom 22. März 1920 und 1. September 1925 über die Beamtenkadres der Grundkredit-Anstalt und der Sparkasse, vom 23. Dezember 1927 über die Entschädigung der Mitglieder des Verwaltungsrates, vom 3. Juli 1926 über die Ausgabe von Obligationen der Grundkredit-Anstalt, vom 28. Juni 1930 betreffend verschiedene provisorische Ausführungsbestimmungen zu dem Gesetz vom 16. Juni 1930 über die Grundkredit-Anstalt, sowie alle, diesem Reglemente entgegenstehenden Bestimmungen sind abgeschafft.

Art. 82. Unser General-Direktor der Finanzen ist mit der Ausführung dieses Reglementes betraut, das im „Mémorial“ veröffentlicht wird.

Luxembourg, den 27. Februar 1931.

Der General-Direktor der Finanzen,
P. Dupong.

Charlotte.

Avis. — Administration communale. — Par arrêté grand-ducal en date du 27 février 1931, démission honorable a été accordée, sur sa demande, à M. Michel Altvies, industriel, à Remich, de ses fonctions de bourgmestre de la ville de Remich. — 27 février 1931.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 7 novembre 1930, le conseil communal de Clemency a modifié le règlement de cette commune sur le transport des morts. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 5 mars 1931.

Caisse d'épargne. — Déclaration de perte de livrets. — Aux dates des 23 et 27 février 1931, les livrets Nos 201010 et 26637 ont été déclarés perdus.

Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne et à faire valoir leurs droits,

Faute par les porteurs de ce faire dans ledit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux. — 2 mars 1931.

Annexe à la loi du 24 février 1931, portant approbation des Conventions qui ont été adoptées par la Conférence internationale du Travail au cours de sa douzième session (30 mai - 21 juin 1929) - (Mémorial 1931, (F^o 11).

Liste des Conventions

1. — Convention concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 30 mai 1929 en sa douzième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau, question comprise dans le premier point de l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de convention internationale, adopté, le vingt-et-unième jour de juin mil neuf cent vingt-neuf, le projet de convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail conformément aux dispositions de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix.

Article 1.

Tout colis ou objet pesant mille kilogrammes (une tonne métrique) ou plus de poids brut, consigné dans les limites du territoire de tout Membre ratifiant la présente convention et destiné à être transporté par mer ou voie navigable intérieure, devra, avant d'être embarqué, porter l'indication de son poids, marquée à l'extérieur de façon claire et durable.

La législation nationale pourra, dans les cas exceptionnels où il est difficile de déterminer le poids exact, autoriser l'indication du poids approximatif.

L'obligation de veiller à l'observation de cette disposition n'incombera qu'au Gouvernement du pays d'où le colis ou objet est expédié, à l'exclusion du Gouvernement de tout autre pays que ce colis pourra traverser pour arriver à destination.

Il appartiendra aux législations nationales de décider si l'obligation de marquer le poids de la manière ci-dessus indiquée doit incomber à l'expéditeur ou à quelqu'un d'autre.

Article 2.

Les ratifications officielles de la présente convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix seront communiquées au Secrétariat général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

Article 3.

La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail, dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 4.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

Article 5.

Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Secrétariat général de la Société des Nations, et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article, sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 6.

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 7.

Au cas où la Conférence internationale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit dénonciation de la présente convention sans condition de délai nonobstant l'article 5 ci-dessus, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur.

A partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

La présente convention demeurerait toutefois en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la nouvelle convention portant révision.

Article 8.

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

2. — Convention concernant la protection des travailleurs occupés au chargement ou au déchargement des bateaux contre les accidents.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 30 mai 1929, en sa douzième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la protection des travailleurs occupés au chargement ou au déchargement des bateaux contre les accidents, seconde question inscrite à l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de convention internationale, adopte, ce vingt-et-unième jour de juin mil neuf cent vingt-neuf, le projet de convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail conformément aux dispositions de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix :

Article 1.

Aux fins de la présente convention :

- 1) le terme « opérations » signifie et comprend tout ou partie du travail effectué, à terre ou à bord, pour le chargement ou le déchargement de tout bateau affecté à la navigation maritime ou intérieure, à l'exclusion des bâtiments de guerre, dans tout port maritime ou intérieur, sur tout dock, wharf, quai ou autre endroit analogue où ce travail est effectué ; et
- 2) le terme « travailleur » comprend toute personne employée aux dites opérations.

Article 2.

Toutes voies d'accès régulières passant par un bassin, wharf, quai ou autre lieu semblable et que les travailleurs ont à utiliser pour se rendre à l'emplacement de travail où sont effectuées les opérations ou pour en revenir, ainsi que tous emplacements de travail situés à terre, devront être maintenus dans un état propre à assurer la sécurité des travailleurs qui les utilisent.

En particulier,

- 1) tous lieux de travail à terre et toutes parties dangereuses des voies d'accès précitées y conduisant à partir du chemin public le plus proche, devront être pourvus d'un éclairage efficace et sans danger ;
- 2) les wharfs et les quais seront suffisamment débarassés de marchandises pour maintenir un libre passage vers les moyens d'accès visés à l'article 3 ;
- 3) lorsqu'un passage est laissé le long du bord du quai ou du wharf, il devra avoir au moins 90 centimètres de large (3 pieds) et être libre de tous obstacles autres que les constructions fixes, les appareils et les engins en usage ;
- 4) dans la mesure où ce sera praticable, eu égard au trafic et au service,

- a) toutes parties dangereuses de ces voies d'accès et lieux de travail (par exemple : ouvertures, tournants et bords dangereux) devront être munis de gardes-corps appropriés d'une hauteur d'au moins 75 centimètres (2 pieds 6 pouces) ;
- b) les passages dangereux sur les ponts, caissons et vannes de bassin devront être munis de chaque côté, jusqu'à une hauteur d'au moins 75 centimètres (2 pieds 6 pouces) de gardes-corps continués à chaque extrémité, sur une longueur suffisante qui n'aura pas à dépasser 5 m. 40 (5 yards).

Article 3.

1) Lorsqu'un bateau est mouillé près d'un quai ou d'un autre bâtiment en vue des opérations à effectuer, des moyens d'accès offrant des garanties de sécurité devront être à la disposition des travailleurs pour se rendre sur le bateau ou en revenir, à moins que les circonstances soient telles qu'ils puissent le faire, en l'absence de dispositifs spéciaux, sans être exposés inutilement à des risques d'accidents.

2) Ces moyens d'accès devront consister :

a) lorsque ce sera raisonnablement praticable, en l'échelle de coupée du bateau, en une passerelle ou un dispositif analogue ;

b) dans les autres cas, en une échelle.

3) Les dispositifs spécifiés à la lettre a) du paragraphe 2) du présent article devront avoir une largeur d'au moins 55 centimètres (22 pouces) ; ils devront être solidement fixés de façon à ne pouvoir se déplacer ; leur inclinaison ne devra pas être trop forte et les matériaux employés pour leur construction devront être de bonne qualité et en bon état ; ils devront être munis des deux côtés sur toute leur longueur d'un garde-corps efficace d'une hauteur nette d'au moins 82 cm. (2 pieds 9 pouces) ou, s'il s'agit de l'échelle de coupée, munis d'un garde-corps efficace de la même hauteur d'un seul côté à la condition que l'autre côté soit efficacement protégé par le flanc du bateau.

Toutefois, tous dispositifs de cette nature en usage à la date de la ratification de la présente convention pourront rester en service ;

a) pour ceux qui sont munis sur les deux côtés de garde-corps d'une hauteur nette d'au moins 80 centimètres (2 pieds 8 pouces), jusqu'à ce que ceux-ci soient renouvelés ;

b) pour ceux qui sont munis sur les deux côtés de garde-corps d'une hauteur nette d'au moins 75 centimètres (2 pieds 6 pouces), pendant une année à dater de la ratification de la présente convention.

4) Les échelles spécifiées à la lettre b) du paragraphe 2) du présent article seront d'une longueur et d'une solidité suffisantes et convenablement assujetties.

5) a) Des dérogations aux dispositions du présent article pourront être accordées par les autorités compétentes chaque fois qu'elles estimeront que les dispositifs spécifiés ne sont pas indispensables à la sécurité des travailleurs.

b) Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux plate-formes ou passerelles de manutention lorsqu'elles sont exclusivement employées pour les opérations.

6) Les travailleurs ne devront pas utiliser et ne pourront être tenus d'utiliser d'autres moyens d'accès que ceux qui sont spécifiés ou autorisés par le présent article.

Article 4.

Pour le cas où les travailleurs doivent se rendre par eau sur un bateau ou en revenir à l'occasion des opérations, des mesures appropriées devront être prévues pour assurer la sécurité de leur transport y compris la détermination des conditions auxquelles doivent satisfaire les embarcations utilisées pour ce transport.

Article 5.

1) Lorsque les travailleurs ont à effectuer les opérations dans des cales dont le fond est situé à plus de 1 m. 50 (5 pieds) du niveau du pont, des moyens d'accès offrant des garanties de sécurité devront être mis à leur disposition.

2) Ces moyens d'accès consisteront ordinairement en une échelle et celle-ci ne sera considérée comme présentant des garanties de sécurité que :

a) s'il y a un espace suffisant derrière les échelons, cet espace devant être d'au moins 11 cm. $\frac{1}{2}$ (4 pouces $\frac{1}{2}$) dans le cas des échelles posées contre les cloisons ou dans les écoutilles de tambour, ou si tous les échelons ont une largeur propre à offrir un appui solide aux pieds et aux mains ;

b) si elle n'est pas placée en retrait sous le pont plus qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour qu'elle n'empiète pas sur les écoutilles ;

c) si elle est continuée par et est dans la même ligne que des dispositifs offrant un appui solide aux pieds et aux mains, placés sur les surbaux des écoutilles (par exemple des taquets ou tasseaux) ;

d) si les dispositifs visés à l'alinéa précédent font saillie d'au moins 11 cm. ¹/₂ (4 pouces ¹/₂) et sont larges d'au moins 25 cm. (10 pouces) ;

e) si, au cas où il existe des échelles distinctes entre les ponts inférieurs, ces échelles sont, dans la mesure du possible, dans la même ligne que l'échelle partant du pont supérieur.

Toutefois, lorsqu'en raison de la construction du bateau, on ne pourrait raisonnablement exiger l'installation d'une échelle, les autorités compétentes auront la faculté d'autoriser d'autres moyens d'accès, à la condition que ces moyens d'accès remplissent, dans la mesure où elles sont applicables, les conditions prescrites pour les échelles par le présent article.

3) Un espace suffisant pour permettre d'atteindre les moyens d'accès devra être laissé libre près des surbaux des écoutilles.

4) Les tunnels des arbres devront être munis des deux côtés de poignées et d'appuie-pieds appropriés.

5) Lorsqu'une échelle devra être utilisée dans la cale d'un bateau non ponté, il appartiendra à l'entrepreneur des opérations de fournir cette échelle. Elle devra être munie à sa partie supérieure des crochets pouvant s'appliquer sur les surbaux ou d'autres dispositifs permettant de la fixer solidement.

6) Les travailleurs ne pourront utiliser ni être tenus d'utiliser des moyens d'accès autres que ceux qui sont spécifiés ou autorisés dans le présent article.

7) Les bateaux existant à la date de la ratification de la présente convention seront exemptés des conditions de dimensions imposées par les dispositions du paragraphe 2 (alinéas a et d) et des prescriptions du paragraphe 4 du présent article, pendant un délai n'excédant pas quatre ans à partir de la date de cette ratification.

Article 6.

Pendant que les travailleurs sont à bord du bateau pour effectuer les opérations, on ne devra laisser ouverte et sans dispositif de protection aucune écoutille de cale à marchandises de plus de 1 m. 50 (5 pieds) de profondeur, mesurée depuis le niveau du pont jusqu'au fond de la cale, et qui est accessible aux travailleurs ; chacune des écoutilles dont il s'agit et qui n'est pas protégée jusqu'à une hauteur nette d'au moins 75 cm. (2 pieds, 6 pouces) par les surbaux, devra être entourée d'un garde-corps efficace jusqu'à une hauteur de 90 cm. (3 pieds) si cela ne gêne pas les opérations en cours sur l'écoutille ou être efficacement fermée.

Des mesures semblables seront prises en cas de besoin pour protéger toutes autres ouvertures dans le pont qui pourraient présenter un danger pour les travailleurs.

Toutefois, les dispositions de cet article ne s'appliqueront pas lorsqu'une surveillance convenable et suffisante est établie.

Article 7.

Lorsque les opérations doivent être effectuées à bord d'un bateau, les moyens d'accès à ce bateau ainsi que tous les endroits du bord où les travailleurs sont occupés ou peuvent être appelés à se rendre au cours de leur occupation devront être efficacement éclairés.

Les moyens d'éclairage utilisés devront être tels qu'ils ne puissent mettre en danger la sécurité des travailleurs, ni gêner la navigation d'autres bateaux.

Article 8.

En vue d'assurer la sécurité des travailleurs lorsqu'ils sont occupés à enlever ou à mettre en place les panneaux d'écoutilles ainsi que les barrots et galiotes servant à couvrir les écoutilles,

1) les panneaux d'écoutilles ainsi que les barrots et galiotes servant à couvrir les écoutilles seront entretenus en bon état ;

2) les panneaux d'écoutilles seront munis de poignées appropriées à leur dimension et à leur poids ;

3) les barrots et galiotes servant à couvrir les écoutilles seront munis, pour leur enlèvement et remise en place, de dispositifs tels que les travailleurs n'aient pas besoin de monter sur ces barrots et galiotes pour y fixer les dispositifs dont il s'agit ;

4) tous les panneaux d'écoutilles, barrots et galiotes devront, pour autant qu'ils ne sont pas interchangeables, être marqués clairement pour indiquer le pont et l'écoutille auxquels ils appartiennent ainsi que leur position sur ceux-ci ;

5) les panneaux d'écoutilles ne pourront être employés pour la construction de plate-formes servant à la manutention de la cargaison, ni pour tout autre but qui les exposerait à être endommagés.

Article 9.

Des mesures appropriées seront prises pour que les appareils de levage ainsi que tous engins accessoires, fixes ou mobiles, ne soient employés pour les opérations, à terre ou à bord d'un bateau, que s'ils se trouvent en état de fonctionner sans danger.

En particulier,

1) avant leur mise en service, les dits appareils et les engins fixes à bord considérés comme leurs accessoires par les législations nationales ainsi que les chaînes et câbles métalliques dont l'usage est lié à leur fonctionnement, devront, par les soins d'une personne compétente et dans les conditions prescrites, être dûment vérifiés et essayés et leur maximum de charge être attesté par un certificat ;

2) après sa mise en service, tout appareil de levage utilisé à terre ou à bord, et tous engins fixes à bord considérés comme ses accessoires par les législations nationales, sera examiné à fond ou inspecté dans les conditions suivantes :

a) seront examinés à fond, tous les quatre ans et inspectés tous les douze mois : les mâts de charge, pivots et colliers de mâts et de mâts de charge, œillets, pantoires, et tous autres engins fixes dont le démontage est particulièrement difficile ;

b) seront examinés à fond tous les douze mois : tous appareils de levage (tels que les grues, treuils), moufles, manilles, et tous autres engins accessoires qui ne seront pas visés sous la lettre a).

Tous engins mobiles (par exemple les chaînes, câbles métalliques, anneaux, crochets) feront l'objet d'une inspection préalable, chaque fois qu'ils seront mis en usage, — sauf dans le cas où ils auraient été inspectés depuis moins de trois mois.

Les chaînes ne devront pas être raccourcies au moyen de nœuds, et des précautions seront prises pour éviter qu'elles ne soient endommagées par frottement contre des arêtes vives.

Les œillets ou épissures des câbles métalliques devront comporter au moins trois tours avec un toron entier du câble et deux tours avec la moitié des fils coupés dans chaque toron. Toutefois, cette prescription ne devra pas avoir pour effet d'empêcher l'usage d'une autre forme d'épissure d'une efficacité aussi évidente que celle qui est stipulée par la présente disposition.

3) Les chaînes et tels engins similaires que spécifient les législations nationales (par exemple les crochets, anneaux, boucles, émerillons) devront, à moins qu'ils n'aient été soumis à tel autre traitement suffisant que peuvent prescrire ces législations nationales, être recuits, sous le contrôle d'une personne compétente dans les conditions ci-après :

a) Chaînes et engins précités qui sont à bord du bateau :

1^o chaînes et engins régulièrement utilisés de 12 millimètres et demi (un demi-pouce) ou moins, une fois tous les six mois ;

2^o tous autres chaînes et engins (y compris les chaînes de pantoire, mais à l'exclusion des chaînes-bridées attachées aux mâts de charge ou aux mâts) régulièrement utilisés, une fois tous les douze mois ;

Toutefois, dans le cas des engins de cette nature utilisés exclusivement sur les grues et autres appareils de levage à main, l'intervalle prévu au sous-paragraphe 1^o sera de douze mois au lieu de six et l'intervalle prévu au sous-paragraphe 2^o sera de deux ans au lieu de douze mois ;

De même, dans le cas où l'autorité compétente estime, en raison des dimensions, de la structure, des matériaux ou de la rareté d'utilisation de tous engins précités autres que les chaînes, que l'observation des prescriptions du présent paragraphe concernant les recuissons n'est pas nécessaire pour la protection des travailleurs, cette autorité peut, au moyen d'un certificat écrit (qu'elle peut révoquer à son gré), exempter ces engins de l'application des dites prescriptions, sous réserve des conditions qui peuvent être fixées dans le certificat.

b) Chaînes et engins précités qui ne sont pas à bord :

Des mesures seront prévues pour assurer la recuisson de ces chaînes et engins.

c) Chaînes et engins précités qui sont ou non à bord :

Les chaînes et engins qui auront été rallongés, modifiés ou réparés par soudure devront être essayés et vérifiés de nouveau.

4) On conservera à terre ou à bord, suivant les cas, des procès-verbaux dûment authentiques qui constitueront une présomption suffisante de la sécurité du fonctionnement des appareils et des engins dont il s'agit ; ces procès-verbaux devront indiquer le maximum de charge autorisé, ainsi que la date et le résultat des essais et vérifications visés aux paragraphes 1) et 2) du présent article et des recuissons ou autres traitements visés au paragraphe 3).

Ces procès-verbaux devront être présentés par la personne qui en est chargée à la demande de toute personne qualifiée à cet effet.

5) On devra marquer et maintenir sur toutes les grues, mâts de charge et chaînes d'élingues, ainsi que sur tous engins de levage similaires utilisés à bord, tels qu'ils sont spécifiés par les législations nationales, l'indication distincte du maximum de charge autorisé. Le maximum de charge indiqué sur les chaînes d'élingues sera marqué en chiffres ou en lettres apparents sur les chaînes elles-mêmes ou bien sur une plaque ou anneau en matière durable solidement attaché à ces chaînes.

6) Tous les moteurs, roues dentées, appareils de transmission à chaîne ou à frottement, conducteurs électriques sous tension et tuyaux de vapeur devront (à moins qu'il ne soit prouvé que par leur position ou leur construction ils présentent du point de vue de la sécurité de tous les travailleurs employés, les mêmes garanties que s'ils étaient efficacement protégés) être munis de dispositifs de protection dans la mesure où cela est pratiquement réalisable sans nuire à la sécurité de la manœuvre du bateau.

7) Les grues et les treuils devront être pourvus de dispositifs efficaces empêchant la charge de descendre accidentellement pendant qu'ils l'enlèvent ou qu'ils l'abaissent.

8) Des mesures appropriées devront être prises pour empêcher la vapeur d'échappement et, dans la mesure du possible, la vapeur vive de tout treuil ou grue de gêner la visibilité en tout lieu de travail où un travailleur est occupé.

Article 10.

Seules les personnes suffisamment compétentes et dignes de confiance devront être employées à la conduite des appareils de levage ou de transport, qu'ils soient mus mécaniquement ou d'une autre façon, ou à faire des signaux aux conducteurs de ces appareils, ou encore à surveiller le catahu actionné par les tambours ou poupées de treuils.

Article 11.

1) Aucune charge ne devra rester suspendue à un appareil de levage si la marche de cet appareil n'est pas sous le contrôle effectif d'une personne compétente pendant que la charge est ainsi suspendue.

2) Des mesures appropriées devront être prévues pour qu'une personne soit chargée de faire des signaux si sa présence est nécessaire à la sécurité des travailleurs.

3) Des mesures appropriées devront être prévues pour éviter qu'on emploie des méthodes de travail dangereuses dans l'empilement ou le désentassement, l'arrimage ou le désarrimage de la cargaison, ou la manutention qui s'y rapporte.

4) Avant de mettre en usage une écoutille, on devra enlever tous les barrots et galiotes, à moins que cette écoutille n'ait des dimensions suffisantes pour éviter aux travailleurs tout danger résultant du choc de la charge contre les barrots et galiotes. Dans le cas où ceux-ci peuvent être laissés en place, ils devront être solidement assujettis, pour éviter qu'ils se déplacent.

5) Toutes précautions devront être prises pour que les travailleurs puissent facilement évacuer les cales ou les entreponts lorsqu'ils y sont occupés à charger ou à décharger du charbon ou d'autres cargaisons en vrac.

6) Aucune plate-forme ne sera utilisée pour les opérations si elle n'est pas fortement et solidement construite, convenablement étayée et, dans les cas où c'est nécessaire, solidement fixée.

Pour le transport de la charge entre le navire et la terre, on ne pourra faire usage d'un chariot à bras dans le cas où la plate-forme est inclinée au point de présenter un danger.

Les plate-formes devront, si cela est nécessaire, être recouvertes d'une matière appropriée pour empêcher les travailleurs de glisser.

7) Lorsque l'espace de travail dans une cale est limité au carré de l'écoutille, on ne devra pas fixer de crochets aux liens ou autres attaches entourant les balles de coton, laine, liège, sacs de jute ou autres marchandises similaires, ni fixer des griffes à des tonneaux, sauf dans le but d'amorcer le désarrimage ou pour rassembler la charge dans l'élingue.

8) Aucun engin de levage quel qu'il soit ne devra être chargé au delà du maximum de charge autorisé sauf dans des cas spéciaux faisant l'objet de la part du propriétaire ou de son agent, d'une autorisation expresse dont on conservera procès-verbal.

~~222~~

9) Les grues utilisées à terre et à puissance variable (par exemple par relèvement ou abaissement de la flèche, la capacité de charge variant suivant l'angle) devront être munies d'un indicateur automatique ou d'un tableau indiquant les maximums de charge correspondant aux inclinaisons de la flèche.

Article 12

Les législations nationales devront prévoir les précautions considérées comme indispensables pour assurer convenablement la protection des travailleurs, en tenant compte des circonstances de chaque cas particulier, quand ils ont à travailler au contact ou à proximité de matières qui sont dangereuses pour leur vie ou leur santé, soit par leur nature même, soit à cause de l'état dans lequel elles se trouvent à ce moment, ou quand ils ont à travailler dans des endroits où de telles matières ont séjourné

Article 13.

Sur les docks, wharfs, quais et autres lieux semblables fréquemment utilisés pour les opérations, les moyens de secours que les législations nationales devront prévoir, en tenant compte des circonstances locales, seront aménagés de telle façon que les premiers soins puissent être rapidement assurés et pour que, dans les cas d'accident sérieux, l'intéressé puisse être rapidement transporté à l'hôpital le plus proche. Une provision suffisante de matériel de premier secours devra être conservée en permanence sur les lieux dont il s'agit, dans un état et dans des endroits tels qu'ils soient facilement accessibles et puissent être utilisés immédiatement au cours des heures de travail. Ces provisions de matériel de premier secours devront être placées sous la surveillance d'une ou de plusieurs personnes responsables, comprenant une ou plusieurs personnes aptes à donner les premiers soins et prêts à assurer immédiatement leur service pendant les heures de travail.

Des mesures appropriées devront également être prises sur les docks, wharfs, quais et autres lieux semblables, ci-dessus mentionnés, pour porter secours aux travailleurs qui tomberaient à l'eau

Article 14.

Aucune personne n'aura le droit d'enlever ni de déplacer des gardes-corps, passerelles, dispositifs, échelles, appareils ou moyens de sauvetage, lumières, inscriptions, plate-formes ou tous autres objets prévus par les dispositions de la présente convention, sauf si elle y est dûment autorisée ou en cas de nécessité ; les objets dont il s'agit devront être remis en place à l'expiration du délai pour lequel leur enlèvement a été nécessaire.

Article 15.

Chaque Membre pourra accorder des dérogations totales ou partielles aux dispositions de la présente convention en ce qui concerne tout dock, wharf, quai ou autre lieu semblable où les opérations ne sont effectuées qu'occasionnellement, ou dans lequel le trafic est restreint et limité à de petits bateaux, ou bien en ce qui concerne certains bateaux spéciaux ou certaines catégories spéciales de bateaux, ou les bateaux n'atteignant pas un certain tonnage, de même que dans les cas où, par suite des conditions climatiques, on ne pourrait exiger pratiquement l'observation des dispositions de la présente convention

Le Bureau international du Travail devra être informé des dispositions en vertu desquelles les dérogations totales ou partielles mentionnées ci-dessus seront accordées.

Article 16.

Sous réserve des exceptions stipulées dans d'autres articles, les mesures prévues par la présente convention qui affectent la construction ou l'équipement permanent du bateau devront s'appliquer sans délai aux bateaux dont la construction aura été commencée après la date de la ratification de la présente convention et elles devront s'appliquer à tous les autres bateaux dans un délai de quatre ans à partir de cette date. Toutefois, avant l'expiration de ce délai les dites mesures devront être appliquées à ces autres bateaux pour autant que cela sera raisonnable et pratiquement réalisable.

Article 17.

Afin d'assurer l'application effective de tous règlements établis en vue de la protection des travailleurs contre les accidents,

1) les dits règlements devront déterminer clairement les personnes ou organismes auxquels incombe l'obligation d'en observer les prescriptions ;

223

2) des dispositions devront être prises pour instituer un système d'inspection efficace et pour fixer les sanctions applicables en cas de violation des règlements ;

3) les textes ou des résumés des règlements devront être affichés à des endroits bien visibles des docks, wharfs, quais et autres lieux semblables fréquemment utilisés pour les opérations.

Article 18.

Les ratifications officielles dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

Article 18.

La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail, dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 20.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

Article 21.

Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

Tout membre ayant ratifié la présente convention, qui dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article, sera lié pour une nouvelle période de cinq années, et par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de cinq années dans les conditions prévues au présent article.

Article 22.

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 23.

Au cas où la Conférence internationale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit dénonciation de la présente convention sans condition de délai nonobstant l'article 21 ci-dessus, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur.

A partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

La présente convention demeurerait toutefois en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la nouvelle convention portant révision.

Article 24.

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

Avis. Crédit foncier de l'Etat Grand Duché de Luxembourg.

En suite du seizième tirage au sort, du 27 janvier 1931, les obligations foncières 3 1/2 %, dont les numéros suivent, sont remboursables au 1^{er} avril 1931, date à laquelle l'intérêt cessera de courir.

Le rachat se fait au pair, sans frais sur la caisse au Crédit foncier de l'Etat à Luxembourg, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, contre remise de titres munis du talon et de tous les coupons à échoir (N° 60 du 1^{er} octobre 1931 et ss.).

Litt. A, 100 obligations de 200 fr.

41	709	1971	3294	1654	5825	6994	5283	9669	10819
46	509	2033	5299	4720	5917	7003	8312	9827	10825
95	519	2070	5344	4779	5961	7060	8549	9853	10980
243	582	2094	3351	4938	6119	7145	8565	10042	10991
276	904	2202	3304	4947	6123	7147	8593	10054	11059
349	912	2349	3472	4945	6164	7161	8688	10145	11117
558	929	2397	3600	4950	6169	7277	8909	10266	11190
390	988	2414	3625	4954	6177	7324	8927	10297	11209
402	1075	2447	3675	4958	6235	7376	9013	10339	11306
407	1089	2521	3697	5075	6245	7399	9066	10362	11357
421	1110	2658	3802	5152	6441	7473	9157	10432	11364
468	1216	2659	3806	5290	6444	7528	9162	10452	11367
510	1220	2676	3977	5478	6475	7539	9169	10493	11369
575	1614	2680	4294	5492	6628	7544	9302	10512	11430
579	1667	2815	4328	5498	6766	7683	9443	10576	11465
594	1723	2849	4335	5558	6831	7694	9533	10602	11485
638	1741	2878	4360	5668	6889	7880	9580	10645	11588
728	1809	3100	4445	5768	6922	8157	9607	10715	11716
747	1905	3122	4479	5778	6983	8273	9614	10769	11749
768	1910	3177	4507	5790	6987	8278	9629	10789	—

Litt. B, 630 obligations de 500 fr.

25	970	2175	3360	4048	4972	6093	7316	8524	9316
50	1055	2262	3370	4069	5051	6112	7372	8560	9335
110	1113	2391	3470	4110	5210	6147	7561	8584	9349
200	1237	2504	3499	4281	5231	6239	7635	8591	9404
264	1273	2568	3516	4285	5311	6250	7684	8594	9411
437	1357	2578	3521	4287	5383	6254	7725	8633	9425
545	1451	2644	3530	4395	5412	6439	7860	8682	9505
554	1474	2709	3535	4396	5526	6489	8029	8717	9522
587	1527	2730	3587	4450	5538	6501	8031	8802	9558
650	1615	2800	3648	4483	5607	6540	8107	8868	9578
705	1678	2896	3655	4581	5665	6542	8127	8967	9671
736	1687	2927	3703	4715	5795	6561	8151	9003	9714
776	1839	2961	3730	4751	5822	6645	8188	9017	9735
821	1970	3091	3876	4904	5889	6677	8194	9049	9762
868	2120	3222	3959	4928	5922	6775	8335	9251	9771
941	2136	3266	3987	4945	5952	6860	8428	9262	9856
969	2148	3349	4002	4964	6003	7151	8434	9305	9892

9950	12611	14743	17187	19860	22316	25211	28135	30195	33165
9966	12642	14750	17641	19900	22357	25222	28197	30247	33188
10050	12647	14767	17691	20069	22365	25300	28204	30255	33296
10076	12680	14797	17720	20177	22366	25437	28217	30273	33327
10103	12722	14813	17765	20193	22404	25456	28223	30317	33365
10195	12800	15014	17983	20220	22421	25478	28227	30353	33422
10355	12873	15133	18161	20441	22473	25490	28237	30378	33530
10362	12957	15323	18164	20456	22474	25605	28252	30387	33564
10397	12968	15432	18186	20467	22780	25636	28368	30431	33575
10399	12988	15470	18193	20551	22806	25662	28400	30484	33629
10475	13010	15477	18214	20598	22875	25743	28481	30560	33685
10489	13039	15518	18316	20670	22914	25803	28654	30653	33735
10503	13049	15538	18318	20726	22939	25879	28732	30664	33742
10573	13065	15571	18347	20745	23044	25896	28742	30697	33791
10592	13146	15609	18355	20840	23056	25919	28753	30727	33837
10605	13422	15683	18435	20866	23353	25956	28756	30792	33907
10645	13474	15684	18470	20909	23354	26080	28889	30808	34028
10649	13475	15698	18584	20972	23377	26140	28895	30876	34056
10672	13548	15721	18592	21120	23469	26229	28897	30907	34060
10891	13601	15747	18608	21159	23475	26248	28946	30967	34376
10932	13657	15768	18669	21250	23510	26566	28983	30972	34472
11144	13668	15854	18722	21260	23521	26650	29004	31177	34508
11184	13731	15863	18761	21289	23542	26673	29095	31202	34559
11297	13785	15983	18912	21299	23601	26680	29115	31211	34638
11352	13807	15999	18913	21425	23603	26768	29138	31400	34741
11422	13882	16048	19036	21426	23673	26936	29143	31415	34748
11491	13884	16134	19064	21499	23700	27010	29167	31528	34777
11571	13929	16216	19067	21514	23763	27022	29226	31545	34778
11597	13947	16342	19076	21594	23815	27070	29260	31600	34782
11654	13953	16464	19091	21607	23841	27108	29333	31621	34813
11677	13956	16493	19142	21628	23866	27154	29412	31630	34854
11688	14100	16574	19165	21654	23975	27272	29440	31771	34865
11939	14188	16613	19242	21655	24053	27336	29598	31841	34869
11967	14212	16681	19246	21679	24126	27378	29600	31965	35332
12047	14324	16735	19262	21730	24164	27581	29604	32117	35379
12051	14390	16754	19300	21757	24286	27584	29639	32161	35401
12110	14395	16832	19367	21853	24409	27601	29686	32462	35429
12131	14478	16900	19440	21867	24666	27658	29743	32529	35589
12146	14516	16913	19448	21941	24692	27752	29779	32534	35789
12159	14562	16991	19572	21959	24706	27788	29811	32555	35830
12160	14576	17027	19605	22083	24764	27843	29952	32627	35840
12183	14617	17036	19674	22110	24875	27860	29953	32812	35843
12185	14699	17044	19678	22144	24882	27867	29999	33069	35862
12205	14718	17145	19686	22220	24902	27981	30016	33086	35937
12234	14721	17157	19692	22234	24953	28012	30152	33108	35980
12269	14741	17176	19808	22258	25200	28125	30188	33147	35987

Liste des obligations de 1000 fr

125	1482	3355	5141	6547	8074	9855	11202	12695	14565
150	1491	3396	5147	6675	8117	9908	11255	12853	14692
165	1512	3663	5169	6692	8253	9936	11596	12980	14797
167	1576	3688	5185	7079	8204	9947	11599	13124	14883
227	1775	3756	5255	7112	8316	9957	11685	13282	14984
245	1825	3850	5314	7210	8383	9976	11605	13296	15000
340	1834	3971	5494	7272	8446	10092	11718	13340	15005
357	1878	3965	5529	7295	8485	10151	11726	13362	15037
368	1900	4053	5531	7301	8546	10153	11893	13367	15190
378	1906	4127	5657	7336	8504	10194	11923	13374	15237
384	2108	4133	5705	7335	8621	10202	11950	13487	15261
444	2140	4116	5731	7385	8760	10244	11960	13531	15284
665	2151	4201	5836	7467	8807	10281	11978	13570	15317
670	2259	4240	5866	7176	8869	10396	12079	13613	15528
710	2281	4294	5923	7481	9010	10406	12159	13716	15556
799	2341	4310	5975	7490	9012	10578	12203	13727	15640
802	2420	4346	6014	7528	9133	10656	12274	13749	15702
826	2421	4429	6016	7572	9220	10677	12276	13770	15736
887	2530	4535	6051	7595	9212	10741	12287	14010	16012
911	2571	4588	6182	7599	9305	10857	12304	14108	16083
917	2619	4592	6211	7623	9311	10903	12348	14152	16095
991	2602	4657	6223	7773	9515	10928	12358	14226	16096
1002	2702	4755	6251	7776	9551	10945	12365	14244	16225
1122	2848	4842	6290	7829	9576	10964	12392	14271	16272
1144	2859	4937	6429	915	9644	11090	12452	14298	16377
1227	3124	4950	6467	7950	9682	11091	12469	14302	16381
1356	3129	4977	6471	7960	9686	11122	12569	14303	16354
1377	3267	4994	6484	8015	9705	11150	12578	14351	—
1441	3357	5023	6523	8067	9747	11155	12634	14507	—

Liste des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement à ce jour.

Liste A de 200 fr

20 (9)	614 (10)	896 (12)	1428 (12)	1781 (12)	2277 (12)	2682 (11)	2911 (15)	3267 (14)
63 (11)	621 (12)	953 (10)	1470 (14)	1781 (10)	2294 (12)	2685 (13)	2924 (13)	3390 (9)
50 (15)	641 (8)	989 (15)	1477 (15)	1898 (13)	2332 (12)	2707 (5)	2926 (12)	3418 (14)
88 (15)	667 (10)	1013 (14)	1485 (15)	1951 (13)	2352 (12)	2738 (9)	2962 (10)	3461 (8)
94 (11)	687 (14)	1042 (10)	1516 (13)	1952 (11)	2356 (10)	2763 (12)	2974 (15)	3467 (12)
239 (15)	707 (12)	1064 (12)	1520 (8)	1993 (12)	2398 (6)	2774 (13)	2979 (15)	3476 (8)
259 (14)	740 (14)	1097 (14)	1542 (10)	2021 (10)	2453 (12)	2775 (14)	3000 (10)	3511 (12)
308 (10)	765 (15)	1098 (14)	1567 (4)	2055 (15)	2454 (8)	2775 (15)	3010 (9)	3542 (11)
321 (15)	776 (15)	1144 (15)	1568 (15)	2057 (12)	2457 (8)	2785 (14)	3098 (15)	3552 (15)
336 (14)	794 (10)	1157 (14)	1579 (14)	2058 (12)	2478 (15)	2788 (15)	3107 (14)	3593 (13)
354 (15)	800 (14)	1175 (14)	1623 (10)	2080 (15)	2566 (14)	2790 (12)	3108 (5)	3618 (15)
319 (14)	813 (12)	1218 (15)	1655 (15)	2148 (13)	2567 (12)	2793 (11)	3132 (7)	3679 (12)
536 (11)	814 (12)	1226 (15)	1680 (13)	2157 (15)	2582 (12)	2798 (13)	3172 (14)	3689 (12)
542 (13)	842 (12)	1335 (15)	1702 (14)	2215 (15)	2584 (15)	2822 (15)	3173 (8)	3696 (12)
604 (11)	868 (15)	1387 (12)	1729 (14)	2270 (15)	2667 (12)	2841 (12)	3225 (14)	3730 (14)

3732 (11)	4517 (15)	5308 (12)	6101 (13)	6835 (13)	8036 (14)	8686 (13)	9566 (13)	10621 (13)
3760 (14)	4536 (8)	5316 (12)	6129 (15)	6846 (12)	8013 (15)	8750 (11)	9583 (10)	10631 (11)
3784 (13)	4545 (12)	5318 (14)	6176 (11)	6939 (15)	8166 (15)	8752 (11)	9609 (13)	10694 (4)
3837 (15)	4552 (12)	5352 (11)	6185 (11)	6941 (14)	8117 (14)	8769 (11)	9677 (12)	10710 (15)
3851 (15)	4556 (11)	5444 (14)	6187 (14)	7002 (15)	8123 (12)	8770 (13)	9756 (13)	10730 (8)
3891 (14)	4560 (10)	5463 (15)	6212 (12)	7013 (13)	8146 (13)	8870 (13)	9769 (12)	10732 (5)
3898 (15)	4583 (10)	5468 (12)	6214 (12)	7037 (12)	8151 (13)	8930 (12)	9789 (12)	10739 (10)
3915 (12)	4630 (15)	5501 (9)	6228 (14)	7038 (15)	8177 (15)	8950 (14)	9804 (9)	10764 (15)
3917 (12)	4723 (15)	5524 (12)	6241 (15)	7039 (12)	8189 (14)	8955 (11)	9892 (12)	10810 (14)
3929 (12)	4734 (12)	5526 (12)	6258 (14)	7086 (13)	8197 (14)	8979 (12)	9895 (10)	10826 (7)
3932 (12)	4774 (14)	5529 (15)	6289 (10)	7101 (14)	8231 (8)	9058 (15)	9900 (14)	10865 (14)
3947 (12)	4781 (15)	5536 (15)	6316 (13)	7105 (9)	8235 (11)	9087 (11)	9978 (15)	10879 (13)
3969 (12)	4790 (13)	5574 (15)	6317 (11)	7167 (14)	8241 (14)	9153 (6)	9989 (11)	10890 (12)
3970 (13)	4792 (10)	5576 (10)	6326 (12)	7197 (11)	8288 (11)	9192 (8)	9990 (14)	10922 (12)
3996 (7)	4852 (13)	5670 (15)	6351 (7)	7232 (15)	8302 (12)	9202 (12)	9992 (11)	10972 (11)
4000 (14)	4856 (14)	5676 (13)	6359 (15)	7258 (8)	8307 (12)	9206 (14)	9993 (12)	11007 (11)
4034 (12)	4879 (14)	5681 (15)	6383 (8)	7298 (13)	8309 (12)	9215 (8)	10044 (13)	11018 (12)
4041 (8)	4919 (12)	5709 (14)	6391 (12)	7325 (14)	8329 (12)	9217 (8)	10101 (7)	11071 (8)
4045 (12)	4923 (12)	5715 (15)	6476 (12)	7335 (13)	8338 (4)	9248 (15)	10107 (12)	11179 (12)
4061 (7)	4997 (12)	5721 (15)	6485 (14)	7355 (11)	8340 (15)	9261 (13)	10156 (13)	11256 (14)
4116 (13)	5005 (12)	5746 (14)	6498 (15)	7373 (10)	8358 (15)	9270 (13)	10161 (12)	11273 (10)
4155 (15)	5010 (12)	5753 (15)	6523 (12)	7443 (12)	8366 (14)	9271 (11)	10178 (15)	11343 (12)
4157 (15)	5015 (11)	5786 (13)	6584 (13)	7496 (12)	8367 (8)	9278 (14)	10182 (14)	11388 (15)
4163 (14)	5032 (15)	5811 (15)	6593 (12)	7515 (13)	8371 (15)	9298 (12)	10188 (10)	11403 (9)
4180 (8)	5056 (11)	5814 (4)	6610 (15)	7532 (15)	8406 (14)	9306 (15)	10231 (13)	11416 (10)
4206 (15)	5065 (10)	5833 (12)	6636 (7)	7554 (11)	8433 (13)	9319 (15)	10240 (13)	11427 (12)
4231 (8)	5067 (14)	5837 (10)	6640 (12)	7573 (6)	8471 (15)	9356 (13)	10242 (14)	11443 (12)
4232 (12)	5080 (15)	5848 (12)	6669 (12)	7582 (12)	8503 (15)	9394 (12)	10272 (15)	11520 (12)
4233 (12)	5131 (11)	5862 (12)	6674 (15)	7651 (15)	8602 (15)	9108 (12)	10273 (15)	11538 (9)
4263 (8)	5139 (15)	5879 (14)	6694 (15)	7702 (12)	8609 (14)	9430 (11)	10356 (14)	11766 (15)
4276 (14)	5184 (11)	5919 (9)	6725 (14)	7747 (14)	8619 (11)	9489 (15)	10395 (12)	—
4292 (5)	5207 (8)	5968 (13)	6726 (15)	7818 (13)	8651 (14)	9492 (12)	10404 (13)	—
4305 (15)	5230 (14)	5974 (14)	6749 (15)	7827 (14)	8656 (13)	9531 (10)	10429 (4)	—
4337 (15)	5235 (10)	5976 (13)	6761 (12)	7855 (8)	8665 (15)	9532 (12)	10437 (10)	—
4440 (13)	5237 (12)	6017 (12)	6782 (14)	7910 (14)	8667 (12)	9536 (11)	10444 (12)	—
4471 (15)	5250 (10)	6027 (15)	6814 (9)	7937 (15)	8668 (11)	9545 (14)	10445 (10)	—
4494 (7)	5260 (13)	6065 (15)	6817 (15)	7994 (14)	8682 (14)	9548 (12)	10470 (7)	—
4502 (4)	5307 (14)	6084 (10)	6833 (14)	8033 (12)	8685 (14)	9551 (12)	10480 (14)	—

Litt. B. de 500 fr.

67 (11)	281 (14)	565 (13)	863 (9)	1013 (12)	1126 (12)	1292 (10)	1452 (14)	1775 (12)
89 (12)	327 (13)	656 (10)	875 (12)	1015 (14)	1132 (13)	1301 (12)	1473 (15)	1776 (12)
103 (12)	398 (12)	673 (13)	935 (15)	1021 (14)	1157 (14)	1302 (15)	1508 (15)	1787 (15)
105 (12)	401 (13)	703 (12)	945 (15)	1022 (15)	1163 (15)	1327 (12)	1575 (12)	1858 (10)
116 (12)	407 (14)	744 (15)	951 (14)	1066 (13)	1202 (9)	1329 (10)	1632 (12)	1883 (15)
153 (13)	450 (13)	786 (11)	957 (8)	1069 (15)	1206 (15)	1330 (15)	1656 (15)	1884 (15)
163 (11)	463 (12)	838 (12)	979 (13)	1077 (12)	1229 (13)	1359 (12)	1671 (15)	1890 (15)
165 (14)	473 (11)	844 (15)	991 (14)	1093 (11)	1286 (15)	1443 (11)	1751 (15)	1892 (13)

1928 (14)	3107 (15)	4314 (12)	5024 (11)	6734 (8)	8060 (15)	9144 (15)	10413 (13)
1967 (14)	3191 (12)	4315 (12)	5055 (12)	6977 (10)	8072 (12)	9148 (15)	10424 (15)
1991 (15)	3192 (14)	4348 (15)	5060 (12)	7009 (12)	8074 (7)	9227 (5)	10450 (1)
2069 (15)	3190 (8)	4371 (12)	5081 (11)	7010 (14)	8095 (15)	9233 (15)	10473 (13)
2088 (13)	3273 (15)	4398 (12)	5125 (14)	7011 (15)	8130 (14)	9256 (9)	10188 (12)
2094 (15)	3276 (12)	4404 (11)	5158 (10)	7015 (12)	8131 (12)	9322 (12)	10511 (12)
2135 (12)	3280 (9)	4464 (12)	5175 (8)	7030 (13)	8161 (11)	9412 (10)	10515 (13)
2161 (8)	3283 (13)	4486 (9)	5185 (14)	7033 (12)	8171 (12)	9422 (12)	10566 (12)
2167 (12)	3367 (11)	4497 (12)	5200 (13)	7036 (8)	8199 (8)	9428 (15)	10579 (1)
2227 (12)	3376 (8)	4503 (12)	5300 (8)	7090 (12)	8257 (14)	9431 (14)	10581 (12)
2234 (11)	3419 (12)	4527 (13)	5388 (12)	7215 (14)	8272 (9)	9437 (6)	10584 (13)
2287 (14)	3424 (12)	4531 (12)	5410 (13)	7217 (10)	8270 (15)	9516 (12)	10609 (10)
2290 (13)	3425 (6)	4536 (11)	5520 (7)	7234 (6)	8288 (15)	9570 (12)	10667 (13)
2293 (13)	3475 (13)	4547 (13)	5558 (12)	7236 (10)	8363 (12)	9662 (9)	10699 (5)
2351 (13)	3490 (15)	4548 (12)	5564 (11)	7245 (15)	8369 (12)	9672 (14)	10751 (15)
2352 (12)	3594 (12)	4550 (11)	5571 (11)	7313 (15)	8386 (15)	9680 (15)	10793 (13)
2417 (7)	3608 (15)	4551 (12)	5583 (15)	7387 (15)	8444 (15)	9727 (13)	10812 (13)
2419 (8)	3653 (9)	4567 (12)	5586 (15)	7413 (13)	8467 (7)	9732 (14)	10889 (12)
2420 (12)	3674 (11)	4569 (15)	5731 (13)	7414 (10)	8487 (8)	9769 (12)	10962 (13)
2422 (12)	3677 (15)	4589 (10)	5781 (12)	7453 (15)	8500 (12)	9770 (14)	10999 (12)
2432 (15)	3678 (12)	4615 (15)	5807 (7)	7454 (12)	8533 (15)	9788 (12)	11016 (14)
2510 (12)	3693 (15)	4643 (15)	5852 (14)	7455 (13)	8546 (15)	9790 (9)	11141 (13)
2511 (13)	3695 (13)	4646 (14)	5894 (12)	7457 (4)	8568 (14)	9799 (12)	11175 (13)
2606 (12)	3700 (11)	4657 (15)	5961 (9)	7458 (11)	8571 (10)	9861 (12)	11176 (12)
2607 (12)	3720 (14)	4661 (15)	5979 (8)	7459 (12)	8573 (12)	9863 (1)	11178 (11)
2608 (12)	3722 (14)	6115 (13)	6034 (13)	7532 (10)	8603 (15)	9864 (15)	11185 (14)
2616 (12)	3731 (11)	6127 (13)	6115 (13)	7544 (12)	8606 (15)	9865 (8)	11204 (10)
2681 (11)	3740 (12)	6167 (11)	6127 (13)	7555 (14)	8672 (10)	9937 (14)	11205 (8)
2683 (12)	3800 (12)	6172 (15)	6167 (11)	7590 (14)	8673 (13)	9938 (15)	11233 (15)
2694 (14)	3835 (7)	6188 (15)	6172 (15)	7641 (11)	8678 (9)	9976 (8)	11301 (14)
2708 (12)	3837 (8)	6204 (12)	6188 (15)	7760 (13)	8710 (12)	10015 (2)	11353 (15)
2751 (14)	3899 (6)	6320 (14)	6204 (12)	7769 (12)	8763 (12)	10017 (12)	11358 (15)
2796 (12)	3904 (13)	6367 (8)	6320 (14)	7808 (14)	8786 (12)	10018 (3)	11369 (15)
2819 (15)	3956 (13)	6425 (11)	6349 (12)	7827 (13)	8789 (13)	10023 (12)	11397 (14)
2837 (7)	3973 (12)	6476 (12)	6367 (8)	7836 (10)	8803 (12)	10122 (13)	11420 (10)
2857 (15)	4000 (15)	6482 (10)	6425 (11)	7837 (10)	8810 (15)	10126 (14)	11431 (7)
2861 (12)	4003 (14)	6483 (13)	6476 (12)	7896 (13)	8882 (15)	10130 (13)	11432 (8)
2863 (15)	4009 (15)	6510 (12)	6482 (10)	7919 (13)	8883 (11)	10151 (15)	11452 (13)
2884 (12)	4036 (15)	6518 (14)	6483 (13)	7929 (15)	8895 (14)	10157 (15)	11465 (14)
2892 (14)	4051 (15)	6529 (11)	6510 (12)	7948 (4)	8905 (12)	10163 (11)	11473 (6)
2924 (14)	4065 (15)	6533 (13)	6518 (14)	7949 (1)	8962 (13)	10166 (13)	11474 (8)
2936 (11)	4084 (11)	6559 (12)	6529 (11)	7971 (12)	9014 (15)	10183 (12)	11543 (14)
2946 (10)	4147 (14)	6653 (15)	6533 (13)	7990 (12)	9024 (12)	10184 (13)	11552 (14)
2952 (8)	4154 (13)	6668 (15)	6598 (15)	8003 (13)	9037 (15)	10233 (15)	11598 (12)
2960 (11)	4155 (13)	6706 (12)	6599 (12)	8022 (13)	9040 (12)	10252 (12)	11628 (13)
3064 (11)	4238 (12)	6731 (6)	6653 (15)	8032 (12)	9081 (12)	10282 (13)	11632 (13)
3070 (9)	4250 (11)		6668 (15)	8033 (12)	9126 (15)	10285 (12)	11635 (14)
3075 (13)	4264 (15)		6706 (12)	8038 (14)	9130 (15)	10311 (15)	11673 (12)
3102 (13)	4293 (14)		6731 (6)	8057 (11)	9133 (15)	10402 (14)	11694 (8)

11702 (15)	13084 (15)	14507 (9)	16127 (12)	17279 (8)	18477 (12)	20045 (11)	21248 (12)
11725 (15)	13117 (12)	14540 (13)	16151 (11)	17288 (15)	18507 (13)	20093 (10)	21283 (15)
11747 (13)	13143 (11)	14566 (14)	16200 (12)	17305 (12)	18517 (12)	20110 (12)	21366 (14)
11750 (11)	13186 (12)	14572 (15)	16239 (15)	17337 (12)	18518 (12)	20113 (10)	21373 (15)
11758 (15)	13212 (15)	14616 (14)	16271 (13)	17345 (15)	18525 (14)	20125 (10)	21380 (12)
11796 (12)	13230 (12)	14633 (15)	16272 (12)	17354 (13)	18542 (15)	20188 (15)	21381 (12)
11857 (15)	13262 (12)	14646 (13)	16278 (11)	17403 (15)	18586 (13)	20206 (12)	21383 (10)
11887 (10)	13302 (5)	14658 (9)	16287 (9)	17424 (12)	18610 (12)	20304 (10)	21444 (12)
11983 (15)	13304 (7)	14659 (14)	16312 (13)	17435 (14)	18618 (12)	20378 (11)	21454 (15)
12028 (12)	13308 (12)	14661 (12)	16329 (15)	17450 (14)	18685 (13)	20440 (12)	21494 (10)
12037 (6)	13309 (5)	14672 (9)	16338 (15)	17519 (8)	18752 (12)	20446 (12)	21537 (11)
12129 (15)	13356 (13)	14730 (15)	16358 (10)	17525 (15)	18781 (12)	20450 (9)	21567 (15)
12156 (12)	13416 (12)	14814 (13)	16364 (15)	17531 (10)	18788 (15)	20451 (13)	21613 (7)
12204 (13)	13450 (11)	14816 (10)	16365 (12)	17534 (12)	18807 (12)	20462 (13)	21619 (14)
12213 (14)	13499 (15)	14829 (14)	16390 (12)	17559 (13)	18808 (14)	20463 (12)	21634 (13)
12217 (12)	13521 (14)	14840 (13)	16391 (8)	17573 (12)	18968 (14)	20491 (13)	21644 (15)
12219 (11)	13568 (13)	14853 (12)	16392 (12)	17618 (11)	18969 (14)	20523 (15)	21646 (15)
12220 (13)	13589 (15)	14904 (15)	16439 (15)	17664 (15)	18986 (12)	20539 (12)	21658 (11)
12240 (15)	13591 (7)	14958 (12)	16456 (11)	17680 (11)	18993 (15)	20577 (13)	21681 (13)
12248 (12)	13610 (3)	14995 (11)	16486 (10)	17766 (13)	19104 (10)	20632 (15)	21759 (15)
12253 (15)	13631 (12)	15007 (9)	16488 (11)	17769 (9)	19107 (12)	20635 (13)	21797 (14)
12254 (13)	13673 (15)	15067 (7)	16531 (14)	17801 (7)	19109 (12)	20663 (13)	21816 (12)
12267 (12)	13702 (15)	15068 (10)	16592 (13)	17804 (15)	19134 (15)	20672 (14)	21872 (14)
12299 (13)	13808 (12)	15108 (15)	16607 (12)	17869 (12)	19144 (12)	20673 (14)	21875 (13)
12332 (14)	13852 (14)	15114 (12)	16656 (12)	17908 (13)	19177 (12)	20678 (12)	21878 (14)
12341 (14)	13864 (15)	15198 (15)	16670 (15)	17909 (12)	19178 (15)	20685 (11)	21885 (12)
12343 (14)	13875 (12)	15261 (11)	16678 (10)	17910 (12)	19236 (12)	20690 (14)	21888 (14)
12350 (15)	13877 (3)	15312 (15)	16679 (15)	17911 (14)	19362 (14)	20727 (12)	22040 (14)
12440 (12)	13931 (12)	15431 (5)	16728 (11)	17917 (15)	19365 (13)	20735 (11)	22135 (13)
12455 (12)	14028 (12)	15433 (12)	16741 (14)	17973 (12)	19395 (12)	20742 (11)	22188 (12)
12473 (10)	14035 (12)	15546 (13)	16748 (14)	17984 (13)	19407 (9)	20762 (14)	22192 (13)
12510 (14)	14051 (13)	15566 (15)	16752 (14)	18036 (15)	19425 (11)	20773 (11)	22207 (14)
12556 (11)	14066 (15)	15650 (12)	16770 (14)	18046 (11)	19447 (11)	20781 (12)	22248 (15)
12569 (12)	14116 (15)	15658 (15)	16818 (14)	18057 (12)	19561 (10)	20830 (14)	22303 (13)
12590 (12)	14131 (15)	15661 (15)	16825 (10)	18087 (14)	19602 (14)	20837 (12)	22346 (15)
12626 (11)	14155 (15)	15685 (8)	16845 (13)	18102 (15)	19633 (11)	20847 (11)	22427 (14)
12670 (8)	14156 (10)	15718 (15)	16893 (12)	18170 (14)	19656 (15)	20890 (12)	22462 (15)
12740 (12)	14168 (10)	15755 (14)	16923 (11)	18229 (15)	19659 (14)	20910 (14)	22532 (15)
12743 (15)	14202 (15)	15770 (15)	16995 (2)	18285 (14)	19663 (15)	20928 (15)	22534 (11)
12805 (10)	14355 (14)	15866 (8)	17011 (12)	18287 (15)	19713 (15)	20946 (15)	22573 (15)
12811 (8)	14359 (11)	15869 (7)	17016 (12)	18304 (8)	19816 (15)	20950 (11)	22574 (15)
12870 (13)	14384 (12)	15870 (7)	17029 (12)	18321 (14)	19847 (14)	21067 (11)	22576 (15)
12910 (15)	14389 (10)	15875 (2)	17030 (14)	18323 (15)	19884 (12)	21105 (11)	22579 (15)
12923 (15)	14392 (15)	15896 (14)	17070 (15)	18324 (12)	19889 (13)	21109 (9)	22597 (15)
12930 (11)	14397 (11)	15897 (12)	17114 (9)	18420 (13)	19912 (15)	21122 (11)	22630 (14)
12956 (13)	14403 (11)	15929 (10)	17121 (12)	18436 (12)	20009 (14)	21170 (9)	22635 (11)
12962 (12)	14425 (12)	15942 (14)	17135 (14)	18450 (11)	20011 (15)	21173 (11)	22636 (12)
13048 (15)	14458 (15)	15949 (12)	17159 (12)	18464 (12)	20025 (15)	21232 (14)	22684 (12)
13056 (7)	14459 (14)	16020 (15)	17210 (12)	18473 (8)	20042 (11)	21247 (12)	22782 (12)

22784 (11)	23933 (15)	25199 (13)	26465 (2)	28067 (14)	29242 (15)	30567 (12)	31997 (3)
22788 (14)	23938 (13)	25237 (9)	26466 (13)	28173 (15)	29268 (14)	30654 (7)	32014 (12)
22790 (9)	23952 (12)	25342 (15)	26469 (5)	28185 (15)	29272 (15)	30655 (14)	32090 (15)
22793 (2)	24054 (11)	25399 (7)	26470 (1)	28195 (11)	29291 (11)	30656 (11)	32103 (11)
22850 (15)	24127 (14)	25445 (10)	26471 (5)	28255 (12)	29298 (12)	30675 (13)	32160 (13)
22869 (10)	24115 (12)	25461 (11)	26472 (7)	28289 (11)	29322 (11)	30712 (15)	32162 (15)
23010 (11)	24147 (5)	25470 (12)	26476 (11)	28291 (7)	29356 (15)	30722 (13)	32167 (10)
23060 (12)	24148 (13)	25471 (15)	26479 (13)	28305 (11)	29417 (15)	30837 (11)	32174 (15)
23088 (14)	24149 (13)	25474 (9)	26480 (12)	28325 (11)	29473 (10)	30911 (15)	32231 (14)
23098 (14)	24188 (15)	25511 (12)	26482 (15)	28406 (13)	29511 (14)	30998 (13)	32307 (12)
23110 (12)	24208 (14)	25522 (9)	26525 (14)	28410 (9)	29513 (12)	31027 (11)	32512 (7)
23112 (12)	24222 (13)	25597 (12)	26527 (13)	28415 (12)	29514 (12)	31031 (11)	32547 (15)
23113 (10)	24229 (13)	25604 (13)	26572 (12)	28476 (12)	29535 (10)	31036 (15)	32575 (10)
23184 (12)	24266 (12)	25727 (12)	26579 (15)	28516 (15)	29578 (15)	31049 (11)	32576 (10)
23200 (15)	24379 (12)	25755 (11)	26581 (15)	28521 (11)	29590 (12)	31135 (15)	32606 (13)
23203 (14)	24402 (15)	25763 (15)	26589 (5)	28555 (11)	29614 (15)	31139 (15)	32613 (13)
23209 (15)	24469 (12)	25791 (12)	26625 (14)	28572 (13)	29660 (6)	31212 (14)	32617 (15)
23228 (15)	24470 (14)	25795 (10)	26630 (10)	28586 (14)	29699 (11)	31218 (13)	32641 (13)
23231 (12)	24493 (14)	25814 (14)	26691 (13)	28569 (15)	29703 (12)	31219 (12)	32662 (10)
23232 (10)	24500 (11)	25819 (12)	26705 (14)	28603 (12)	29707 (14)	31240 (11)	32685 (12)
23255 (11)	24542 (14)	25825 (15)	26715 (15)	28609 (10)	29893 (15)	31262 (12)	32686 (11)
23304 (10)	24597 (13)	25884 (15)	26757 (15)	28615 (5)	29942 (11)	31351 (15)	32697 (8)
23336 (12)	24607 (15)	25909 (12)	27018 (15)	28660 (12)	30058 (11)	31368 (11)	32702 (15)
23337 (14)	24621 (9)	25913 (11)	27032 (15)	28704 (12)	30083 (12)	31371 (13)	32706 (15)
23346 (15)	24622 (10)	25944 (14)	27112 (12)	28722 (12)	30089 (12)	31395 (12)	32721 (12)
23348 (15)	24623 (12)	26094 (12)	27131 (14)	28758 (15)	30113 (15)	31408 (15)	32752 (15)
23360 (12)	24624 (11)	26123 (12)	27142 (14)	28760 (13)	30115 (12)	31423 (14)	32800 (13)
23423 (12)	24659 (13)	26180 (12)	27198 (10)	28775 (6)	30160 (15)	31448 (12)	32886 (13)
23433 (13)	24662 (11)	26191 (13)	27221 (13)	28826 (9)	30227 (13)	31449 (5)	32887 (7)
23438 (13)	24693 (15)	26212 (12)	27265 (5)	28828 (12)	30233 (13)	31521 (11)	32888 (8)
23462 (14)	24776 (11)	26309 (10)	27276 (14)	28829 (13)	30261 (8)	31533 (5)	32951 (9)
23465 (15)	24805 (12)	26317 (11)	27312 (15)	28885 (8)	30277 (14)	31556 (13)	32998 (15)
23487 (13)	24828 (15)	26351 (15)	27410 (13)	28943 (12)	30297 (14)	31571 (15)	33000 (15)
23508 (12)	24887 (12)	26361 (13)	27426 (12)	28948 (15)	30318 (15)	31585 (9)	33055 (13)
23590 (15)	24948 (12)	26364 (7)	27433 (15)	28975 (12)	30324 (14)	31586 (15)	33099 (15)
23669 (15)	24949 (12)	26370 (12)	27443 (12)	28984 (10)	30325 (11)	31609 (11)	33112 (15)
23697 (15)	24950 (15)	26374 (12)	27458 (13)	29005 (15)	30325 (15)	31615 (14)	33134 (15)
23746 (12)	24956 (13)	26381 (12)	27566 (12)	29006 (12)	30329 (12)	31642 (12)	33158 (12)
23760 (1)	24967 (15)	26384 (10)	27657 (12)	29007 (10)	30367 (1)	31671 (6)	33162 (15)
23774 (11)	24968 (9)	26396 (8)	27753 (12)	29011 (15)	30377 (12)	31675 (9)	33186 (11)
23777 (13)	25024 (15)	26398 (10)	27771 (15)	29038 (15)	30394 (12)	31685 (13)	33214 (15)
23782 (12)	25027 (12)	26408 (15)	27829 (14)	29067 (11)	30405 (13)	31750 (8)	33233 (10)
23785 (12)	25030 (4)	26410 (12)	27848 (10)	29110 (12)	30445 (15)	31758 (15)	33235 (12)
23796 (14)	25031 (9)	26413 (12)	27873 (14)	29114 (15)	30480 (14)	31800 (15)	33342 (14)
23818 (12)	25046 (12)	26433 (10)	27874 (12)	29131 (12)	30507 (12)	31803 (12)	33363 (13)
23846 (12)	25092 (10)	26445 (10)	27898 (12)	29142 (12)	30531 (12)	31805 (13)	33417 (15)
23860 (2)	25124 (12)	26449 (15)	27923 (12)	29177 (14)	30532 (13)	31865 (12)	33418 (14)
23900 (13)	25125 (14)	26458 (11)	27949 (15)	29210 (12)	30562 (14)	31872 (8)	33429 (15)
23911 (11)	25154 (14)	26459 (12)	28033 (12)	29222 (13)	30563 (12)	31889 (13)	33441 (15)

33466 (11)	33621 (11)	34007 (5)	34249 (1)	34598 (15)	34901 (15)	35496 (14)	35744 (14)
33490 (15)	33634 (12)	34008 (12)	34265 (7)	34624 (15)	34908 (14)	35535 (10)	35770 (7)
33498 (13)	33691 (14)	34010 (13)	34309 (15)	34774 (15)	34927 (12)	35536 (13)	35799 (12)
33506 (11)	33721 (15)	34057 (12)	34314 (14)	34806 (13)	34999 (12)	35605 (14)	35855 (12)
33517 (14)	33782 (12)	34058 (13)	34335 (12)	34837 (13)	35257 (12)	35608 (8)	35903 (10)
33560 (11)	33810 (15)	34070 (15)	34351 (15)	34839 (13)	35289 (14)	35614 (9)	35922 (15)
33562 (13)	33831 (11)	34080 (8)	34432 (12)	34843 (15)	35336 (15)	35615 (3)	35948 (13)
33568 (12)	33839 (8)	34086 (12)	34436 (13)	34845 (12)	35370 (15)	35641 (12)	
33571 (14)	33880 (13)	34155 (15)	34456 (12)	34816 (12)	35393 (11)	35665 (12)	
33582 (14)	33971 (13)	34218 (13)	34464 (15)	34851 (14)	35474 (13)	35718 (13)	
33606 (12)	33984 (8)	34246 (14)	34475 (14)	34889 (12)	35487 (13)	35721 (12)	
33608 (15)	33992 (15)	34247 (14)	34523 (12)	34899 (14)	35491 (10)	35736 (13)	

Litt. C, de 1000 à

20 (12)	1117 (4)	2193 (13)	3130 (12)	4717 (12)	5790 (11)	6645 (15)	7891 (11)
21 (15)	1120 (13)	2208 (11)	3165 (11)	4770 (12)	5806 (13)	6662 (9)	7896 (12)
58 (15)	1134 (10)	2289 (13)	3199 (14)	4814 (14)	5837 (12)	6691 (12)	7905 (11)
166 (15)	1185 (14)	2290 (8)	3208 (14)	4838 (12)	5890 (14)	6693 (15)	7989 (12)
191 (12)	1190 (14)	2350 (14)	3364 (15)	4860 (8)	5908 (15)	6754 (15)	8002 (12)
211 (10)	1191 (12)	2353 (10)	3378 (13)	4868 (15)	5958 (11)	6797 (11)	8058 (15)
320 (15)	1230 (13)	2356 (11)	3402 (13)	4922 (13)	5959 (12)	6798 (14)	8191 (11)
352 (12)	1243 (14)	2359 (14)	3407 (14)	4926 (11)	6007 (14)	6804 (13)	8225 (12)
353 (12)	1439 (15)	2360 (15)	3435 (14)	5079 (15)	6020 (15)	6831 (13)	8226 (12)
417 (15)	1442 (12)	2414 (7)	3439 (12)	5100 (15)	6035 (12)	6833 (15)	8254 (12)
462 (14)	1462 (14)	2484 (13)	3444 (14)	5160 (15)	6091 (12)	6850 (15)	8376 (15)
497 (13)	1469 (12)	2486 (13)	3546 (14)	5174 (15)	6092 (12)	6910 (15)	8443 (13)
626 (15)	1494 (14)	2492 (13)	3585 (13)	5330 (15)	6185 (12)	6913 (14)	8494 (9)
627 (13)	1535 (12)	2495 (15)	3593 (13)	5346 (15)	6186 (12)	6926 (15)	8497 (9)
674 (14)	1575 (12)	2521 (13)	3690 (15)	5387 (15)	6189 (13)	6945 (14)	8517 (12)
724 (12)	1623 (15)	2536 (13)	3702 (13)	5428 (15)	6200 (8)	6987 (15)	8523 (13)
747 (10)	1805 (15)	2538 (12)	3821 (15)	5469 (10)	6204 (7)	7016 (5)	8570 (11)
749 (15)	1836 (7)	2540 (14)	3856 (12)	5474 (15)	6247 (14)	7043 (14)	8574 (10)
763 (13)	1837 (15)	2558 (12)	3861 (11)	5513 (13)	6257 (7)	7203 (15)	8600 (12)
767 (12)	1840 (8)	2622 (14)	3872 (14)	5514 (13)	6258 (8)	7236 (12)	8641 (15)
771 (14)	1843 (14)	2653 (10)	3888 (12)	5526 (15)	6261 (7)	7244 (8)	8643 (8)
781 (13)	1845 (15)	2654 (7)	3913 (15)	5544 (14)	6262 (3)	7333 (15)	8683 (15)
782 (12)	1867 (15)	2656 (7)	3956 (12)	5575 (14)	6294 (10)	7375 (15)	8690 (12)
787 (15)	1889 (14)	2678 (14)	4080 (15)	5636 (13)	6308 (15)	7450 (15)	8791 (13)
795 (7)	1892 (12)	2770 (15)	4148 (13)	5683 (15)	6313 (12)	7573 (15)	8804 (13)
902 (12)	1920 (15)	2786 (15)	4152 (13)	5717 (15)	6330 (13)	7575 (15)	8829 (12)
936 (15)	1925 (8)	2798 (15)	4172 (15)	5732 (12)	6393 (12)	7706 (15)	8830 (12)
937 (14)	1926 (10)	2834 (15)	4435 (11)	5747 (11)	6396 (12)	7782 (14)	8862 (10)
942 (12)	1930 (12)	2903 (12)	4447 (12)	5749 (12)	6411 (9)	7785 (14)	8864 (12)
969 (15)	1983 (14)	2989 (15)	4448 (13)	5752 (13)	6464 (11)	7799 (13)	8873 (15)
987 (14)	2183 (15)	2996 (14)	4463 (12)	5753 (13)	6520 (15)	7828 (12)	8937 (7)
1029 (15)	2185 (12)	3025 (8)	4552 (15)	5767 (12)	6531 (14)	7836 (13)	8940 (8)
1032 (15)	2186 (12)	3084 (15)	4648 (15)	5769 (12)	6601 (15)	7886 (13)	8997 (15)
1050 (13)	2190 (15)	3087 (12)	4715 (13)	5775 (12)	6626 (12)	7888 (10)	8998 (14)

9035 (13)	9943 (9)	11059 (15)	11859 (13)	12609 (8)	13707 (10)	14767 (15)	15405 (14)
9050 (9)	9974 (14)	11082 (15)	11871 (15)	12617 (7)	13800 (11)	14874 (14)	15506 (13)
9080 (2)	9981 (12)	11136 (13)	11881 (15)	12620 (11)	13823 (13)	14887 (7)	15535 (14)
9082 (12)	10020 (14)	11164 (13)	11924 (13)	12636 (15)	13848 (12)	14889 (14)	15552 (13)
9152 (15)	10186 (13)	11174 (15)	12031 (11)	12665 (13)	13857 (12)	14903 (11)	15596 (14)
9265 (14)	10259 (12)	11232 (15)	12082 (15)	12810 (11)	13931 (12)	14905 (12)	15607 (15)
9278 (12)	10262 (13)	11271 (8)	12085 (13)	12871 (11)	13939 (13)	14906 (10)	15648 (12)
9329 (13)	10268 (12)	11289 (15)	12087 (15)	12873 (15)	13972 (13)	14938 (9)	15659 (12)
9344 (14)	10269 (12)	11302 (14)	12098 (13)	13018 (15)	13975 (11)	14910 (11)	15724 (15)
9348 (12)	10324 (7)	11368 (14)	12100 (15)	13074 (12)	13985 (12)	14912 (15)	15787 (12)
9359 (12)	10369 (15)	11385 (13)	12119 (14)	13075 (12)	14044 (15)	14936 (11)	15919 (12)
9360 (13)	10370 (14)	11387 (13)	12128 (15)	13079 (14)	14062 (12)	14946 (5)	16070 (15)
9368 (11)	10387 (12)	11392 (15)	12160 (15)	13093 (15)	14063 (12)	14948 (15)	16078 (13)
9375 (10)	10440 (12)	11400 (15)	12185 (12)	13100 (15)	14066 (14)	15038 (14)	16104 (12)
9430 (13)	10475 (14)	11410 (11)	12191 (12)	13220 (12)	14102 (12)	15039 (14)	16107 (12)
9464 (13)	10479 (12)	11428 (15)	12217 (15)	13222 (12)	14103 (9)	15048 (14)	16118 (15)
9478 (10)	10481 (13)	11567 (14)	12278 (12)	13226 (11)	14104 (8)	15050 (14)	16142 (13)
9493 (8)	10508 (14)	11715 (12)	12307 (15)	13227 (14)	14167 (13)	15074 (13)	16217 (11)
9627 (12)	10524 (13)	11727 (14)	12311 (14)	13286 (12)	14169 (8)	15085 (14)	16280 (10)
9628 (12)	10613 (11)	11736 (12)	12315 (10)	13338 (15)	14180 (12)	15089 (15)	16286 (6)
9637 (13)	10614 (12)	11743 (13)	12328 (14)	13348 (12)	14217 (12)	15155 (14)	16289 (14)
9651 (13)	10621 (15)	11750 (10)	12330 (15)	13353 (13)	14277 (15)	15166 (12)	16290 (12)
9652 (13)	10626 (11)	11753 (10)	12365 (14)	13382 (12)	14300 (14)	15228 (12)	16291 (12)
9671 (14)	10635 (12)	11762 (11)	12369 (12)	13461 (14)	14312 (15)	15232 (13)	16294 (12)
9737 (12)	10646 (10)	11763 (9)	12379 (15)	13462 (12)	14332 (10)	15267 (15)	16413 (15)
9753 (14)	10668 (12)	11768 (11)	12383 (15)	13500 (11)	14333 (11)	15295 (15)	16417 (14)
9788 (13)	10721 (10)	11769 (14)	12411 (15)	13512 (15)	14334 (10)	15298 (12)	16463 (14)
9790 (9)	10723 (10)	11825 (11)	12428 (8)	13537 (14)	14520 (12)	15310 (14)	-
9794 (12)	10772 (14)	11829 (9)	12511 (11)	13544 (14)	14616 (12)	15316 (12)	-
9842 (12)	10776 (15)	11847 (13)	12516 (14)	13636 (10)	14627 (12)	15352 (13)	-
9875 (13)	10792 (12)	11854 (11)	12588 (14)	13667 (13)	14631 (14)	15357 (8)	-
9891 (12)	10843 (13)	11858 (14)	12607 (9)	13706 (12)	14754 (15)	15396 (15)	-

- (1) = 1^{er} tirage du 23 juillet 1923. — Coupon N° 45 du 1^{er} avril 1924 et ss. attachés.
(2) = 2^e tirage du 21 janvier 1924. — Coupon N° 46 du 1^{er} octobre 1924 et ss. attachés.
(3) = 3^e tirage du 18 juillet 1924. — Coupon N° 47 du 1^{er} avril 1925 et ss. attachés.
(4) = 4^e tirage du 27 janvier 1925. — Coupon N° 48 du 1^{er} octobre 1925 et ss. attachés.
(5) = 5^e tirage du 20 juillet 1925. — Coupon N° 49 du 1^{er} avril 1926 et ss. attachés.
(6) = 6^e tirage du 16 janvier 1926. — Coupon N° 50 du 1^{er} octobre 1926 et ss. attachés.
(7) = 7^e tirage du 24 juillet 1926. — Coupon N° 51 du 1^{er} avril 1927 et ss. attachés.
(8) = 8^e tirage du 24 janvier 1927. — Coupon N° 52 du 1^{er} octobre 1927 et ss. attachés.
(9) = 9^e tirage du 19 juillet 1927. — Coupon N° 53 du 1^{er} avril 1928 et ss. attachés.
(10) = 10^e tirage du 24 janvier 1928. — Coupon N° 54 du 1^{er} octobre 1928 et ss. attachés.
(11) = 11^e tirage du 19 juillet 1928. — Coupon N° 55 du 1^{er} avril 1929 et ss. attachés.
(12) = 12^e tirage du 21 janvier 1929. — Coupon N° 56 du 1^{er} octobre 1929 et ss. attachés.
(13) = 13^e tirage du 18 juillet 1929. — Coupon N° 57 du 1^{er} avril 1930 et ss. attachés.
(14) = 14^e tirage du 21 janvier 1930. — Coupon N° 58 du 1^{er} octobre 1930 et ss. attachés.
(15) = 15^e tirage du 18 juillet 1930. — Coupon N° 59 du 1^{er} avril 1931 et ss. attachés.

Luxembourg, le 20 février 1931

Le Directeur général des finances
P. Dupong.

Avis. — Jury d'examen. — Le jury d'examen pour la philosophie et les lettres se réunira en session extraordinaire du 23 mars au 10 avril 1931, dans une des salles de l'Athénée à Luxembourg, à l'effet de procéder à l'examen de MM. Egide *Beissel* de Welfrange, Edmond *Biever* de Differdange, Jean *Calmès* de Luxembourg, Marcel *Colling* de Hollerich, Paul *Gantenbein* d'Esch-s.-Alzette, Robert *Heiderscheid* de Rollingergrün, Joseph *Hemmen* d'Altwies, Joseph *Krier* de Niederdonven, François *Niedercorn* de Luxembourg, Charles *Warisse* de Luxembourg, François *Wirtz* de Dudelange, récipiendaires pour la candidature en philosophie et lettres préparatoire à l'étude du droit ; MM. Carlo *Beringer* d'Echternach, Ernest *Bisdorff* d'Echternach, Joseph *Goedert* de Rambrouch, Michel *Krippes* de Rosport, Mlle Marguerite *Leidenbach* de Redange, récipiendaires pour la candidature en philosophie et lettres préparatoire au doctorat en philosophie et lettres ; M. Jean *Frank* de Diekirch, et Mlle Marie *Meyers* de Rodange, récipiendaires pour le doctorat en philosophie et lettres.

L'examen écrit aura lieu pour tous les récipiendaires le lundi, 23 mars prochain, de 9 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de relevée.

Les épreuves orales sont fixées comme suit : pour M. *Colling* au mardi, 24 mars, à 3 h. ; pour M. *Warisse* au même jour, à 5 h. ; pour M. *Gantenbein* au mercredi, 25 mars à 5 h. ; pour M. *Krier* au vendredi, 27 mars, à 3 h. ; pour M. *Calmès* au même jour, à 5 h. ; pour M. *Niedercorn* au lundi, 30 mars, à 5 h. ; pour M. *Heiderscheid* au mardi, 31 mars, à 3 h. ; pour M. *Beissel* au même jour, à 5 h. ; pour M. *Hemmen* au jeudi, 2 avril, à 3 h. ; pour M. *Wirtz* au même jour, à 5 h. ; pour M. *Biever* au vendredi, 3 avril, à 2 h. ; pour M. *Beringer* au même jour, à 4 h. ; pour M. *Krippes* au mercredi, 8 avril, à 2 h. ; pour M. *Goedert* au même jour, à 5 h. ; pour Mlle *Leidenbach* au jeudi, 9 avril, à 2 h. ; pour M. *Bisdorff* au même jour, à 5 h. ; pour M. *Frank* au vendredi, 10 avril, à 2 h. ; pour Mlle *Meyers* au même jour, à 5 h. de relevée. — 28 février 1931.

Avis. — Jury d'examen. — Le jury d'examen pour l'art dentaire se réunira en session extraordinaire du 30 mars au 3 avril 1931 inclusivement, dans une des salles de l'Athénée à Luxembourg, à l'effet de procéder à l'examen de M. Nicolas *Kind* de Wasserbillig et de Mlle Alice *Schaaf* d'Esch-s.-Alz., récipiendaires pour la candidature en art dentaire, et de M. Norbert *Steffen* de Contern, récipiendaire pour le grade de médecin-dentiste.

L'examen écrit aura lieu pour tous les récipiendaires le lundi, 30 mars, de 9 heures du matin à midi et de 2,30 à 5,30 h. de relevée.

L'épreuve pratique est fixée pour M. *Kind* et pour Mlle *Schaaf* au mardi, 31 mars, de 9 h. du matin à midi et de 2,30 à 5,30 h. ; pour M. *Steffen* au mardi, 31 mars, de 9 h. du matin à midi et de 2 à 5 h. et au mercredi, 1^{er} avril, de 2,30 à 5,30 h. de l'après-midi.

Les épreuves orales auront lieu pour M. *Kind*, le jeudi, 2 avril, à 2 h. ; pour Mlle *Schaaf* le même jour, à 4 h., et pour M. *Steffen* le vendredi, 3 avril, à 2 h. de relevée. — 2 mars 1931.

Avis. — Jury d'examen. — Le jury d'examen pour les sciences physiques et mathématiques se réunira en session extraordinaire du 23 au 26 mars 1931, dans la salle de physique du gymnase de Luxembourg, à l'effet de procéder à l'examen de MM. Nicolas *Wolfers* de Dudelange, récipiendaire pour le premier examen de la candidature en sciences physiques et mathématiques ; Alphonse *Schmit* de Breidweiler, récipiendaire pour le second examen de la candidature en sciences physiques et mathématiques, et Henri *Thill* de Luxembourg, récipiendaire pour le doctorat en sciences physiques et mathématiques.

L'examen écrit aura lieu pour tous les récipiendaires le lundi, 23 mars, de 9 h. du matin à midi et de 3 à 6 h. de relevée.

Les épreuves orales sont fixées comme suit : pour M. *Wolfers* au mardi, 24 mars, à 3 h. ; pour M. *Schmit*, au mercredi, 25 mars, à 4 h. ; pour M. *Thill* au jeudi, 26 mars, à 3 heures de relevée. — 5 mars 1931.

Avis. — Enseignement supérieur et moyen. — Par arrêté g.-d. du 26 février 1931, démission honorable a été accordée à M^{lle} Mélanie *Clemen*, sur sa demande, de ses fonctions de professeur au Lycée de jeunes filles de Luxembourg, à partir du 31 décembre 1930. — 27 février 1931.

Avis. — Service sanitaire. — Les praticiens belges ci-après désignés sont admis à exercer pendant l'année 1931 leur art dans les communes luxembourgeoises limitrophes de la Belgique, en vertu de la Convention du 31 mai-3 juin 1879 :

a) *Médecins :*

<i>Athus :</i> D ^r <i>Koerperich</i> V. (père).	<i>Limerlé</i> (Gouvy) : D ^r <i>Noël</i> C.
D ^r <i>Koerperich</i> V. M. (fils).	D ^r <i>Dufourny</i> , A.
D ^r <i>Mersch</i> L.	<i>Longvilly</i> (Bourcy) : D ^r <i>Louis</i> J.-Ch.
<i>Beho :</i> D ^r <i>Majerus</i> M.	<i>Martelange</i> : D ^r <i>Weber</i> R.
	<i>Messancy</i> : D ^r <i>Devresse</i> François.

b) *Vétérinaires :*

<i>Athus :</i> <i>Simon</i> E.	<i>Limerlé</i> (Gouvy) : <i>Noël</i> J.
--------------------------------	---

c) *Sages-femmes :*

<i>Athus :</i> <i>Gralinger</i> H., ép. <i>Jenneret</i> .	<i>Limerlé</i> (Gouvy) : <i>Istace</i> L.
<i>Alexandre</i> J., ép. <i>Latour</i> .	<i>Messancy</i> : <i>Adam</i> M., veuve <i>Welschen</i> .
<i>Denis</i> H.	<i>Dillembourg</i> M.-A.
<i>Stoffel</i> N.	<i>Delhaye</i> M., ép. <i>Mentz</i> .
<i>Beho :</i> <i>Istace</i> J., ép. <i>Betterés</i> .	<i>Selange</i> : <i>Classen</i> S.

Luxembourg, le 26 février 1931.

Avis. — Protocole relatif aux clauses d'arbitrage en matière commerciale. — D'après une communication du Secrétaire général de la Société des Nations, le Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord a adhéré pour la Colonie Britannique de Bahamas au Protocole relatif aux clauses d'arbitrage en matière commerciale, signé à Genève, le 24 septembre 1923. Cette adhésion a été enregistrée par le Secrétariat de la Société des Nations le 23 janvier 1931. — 3 mars 1931.

Avis. — Convention et Statut sur la Liberté du Transit. — La Perse a déposé au Secrétariat de la Société des Nations le 29 janvier 1931 l'instrument de ratification sur les Convention et Statut pour la Liberté du Transit, Barcelone le 20 avril 1921. — 3 mars 1931.

Avis. — Union internationale de Secours. — La Grèce a fait déposer au Secrétariat de la Société des Nations le 16 janvier 1931, l'instrument de ratification sur les Convention et Statuts établissant une Union Internationale de Secours, signés à Genève, le 12 juillet 1927. — 3 mars 1931.

Avis. — Conventions Internationales de Travail. — D'après une notification du Secrétaire général de la Société des Nations, la Hongrie a ratifié la Convention concernant la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires, adoptée par la Conférence internationale du Travail à Genève (26 mai-5 juin 1926). Cette ratification officielle a été enregistrée par le Secrétariat de la Société des Nations le 3 février 1931. — 3 mars 1931.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 29 janvier 1931, le conseil communal de Redange a modifié le règlement sur les foires et marchés de cette localité. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 4 mars 1931.